

Rapport financier 2006



BUREAU
VERITAS

Move Forward with Confidence*

**Avançons en confiance*



SOMMAIRE

ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	2
BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE	3
ETAT CONSOLIDÉ DES PRODUITS ET DES CHARGES COMPTABILISÉS	4
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	4
TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE	5
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	6

1.	INFORMATIONS GÉNÉRALES	6
2.	PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES	6
2.1	Base de préparation des états financiers	6
2.2	Changement de méthode comptable et autres modifications des états financiers	8
2.3	Méthodes de consolidation	9
2.4	Information sectorielle	10
2.5	Conversion des états financiers des filiales étrangères	10
2.6	Transactions en monnaies étrangères	10
2.7	Ecart d'acquisition	10
2.8	Immobilisations incorporelles	11
2.9	Immobilisations corporelles	11
2.10	Dépréciation d'actifs non financiers	12
2.11	Impôts différés	12
2.12	Titres de participation non consolidés	13
2.13	Autres actifs financiers non courants	13
2.14	Actifs destinés à la vente	13
2.15	Actifs financiers courants	13
2.16	Instruments financiers dérivés	13
2.17	Clients et comptes rattachés	13
2.18	Trésorerie et équivalents de trésorerie	14
2.19	Emprunts	14
2.20	Régimes de retraite et avantages au personnel à long terme	14
2.21	Provisions pour risques et charges	15
2.22	Dettes fournisseurs	15
2.23	Paiements fondés sur les actions	15
2.24	Reconnaissance du chiffre d'affaires	16
2.25	Contrats de location	16
2.26	Dividendes	16

3.	GESTION DES RISQUES FINANCIERS	17
4.	UTILISATION D'ESTIMATIONS	17
5.	INFORMATION SECTORIELLE	19
6.	ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	22
7.	AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	22
8.	IMPÔT SUR LE RÉSULTAT	23
9.	ECARTS D'ACQUISITION	23
10.	ACQUISITIONS ET CESSIIONS	24
11.	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	27
12.	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	28
13.	PARTICIPATIONS MISES EN ÉQUIVALENCE	29
14.	IMPÔTS DIFFÉRÉS	29
15.	TITRES DE PARTICIPATION NON CONSOLIDÉS	30
16.	AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS ET COURANTS	31
17.	INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS	31
18.	CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS	32
19.	TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	32
20.	CAPITAL SOUSCRIT ET PAIEMENTS EN ACTIONS	32
21.	PASSIFS FINANCIERS	35
22.	AVANTAGES AU PERSONNEL À LONG TERME	36
23.	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	39
24.	DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS	40
25.	RÉSULTATS PAR ACTION	40
26.	DIVIDENDES PAR ACTION	41
27.	ENGAGEMENTS DONNÉS	41
28.	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES	42
29.	EVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	42
30.	PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	43

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS 50

COMPTES SOCIAUX 2006 DE BUREAU VERITAS S.A.

BILAN	52
COMPTE DE RÉSULTAT	53
TABLEAU DE FINANCEMENT	54
ANNEXE	55
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES SOCIAUX	70

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire

Compte de résultat consolidé (en millions d'euros sauf les résultats par action)

	Notes	2006	2005 ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	5	1 846,2	1 647,2
Achats et charges externes	6	(554,0)	(497,3)
Frais de personnel	6	(947,1)	(849,0)
Impôts et taxes		(43,1)	(40,9)
(Dotations) / reprises de provisions	6	(10,9)	6,6
Dotations aux amortissements		(32,7)	(27,7)
Autres produits / (charges) d'exploitation	6	(1,3)	(2,3)
Résultat opérationnel		257,1	236,6
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		1,6	1,4
Coût de l'endettement financier brut		(30,4)	(21,7)
Coût de l'endettement financier net		(28,8)	(20,3)
Autres produits / (charges) financiers	7	(9,1)	2,8
Résultat financier		(37,9)	(17,5)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	13	-	-
Résultat avant impôts		219,2	219,1
Charge d'impôt	8	(62,1)	(66,0)
Résultat net		157,1	153,1
revenant :			
aux actionnaires de la société		154,0	150,5
aux intérêts minoritaires		3,1	2,6
Résultat par action (en euros)	25	13,86	12,95
Résultat dilué par action (en euros)	25	13,65	12,76

(1) La présentation des informations comparatives 2005 a été modifiée par rapport aux comptes publiés en 2005. Une description détaillée de ces modifications figure dans la Note 2.2.

Les Notes en pages 6 à 49 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire

Bilan consolidé au 31 décembre

	Notes	2006	2005 ⁽¹⁾
Ecarts d'acquisition	9	459,8	420,1
Immobilisations incorporelles	11	50,3	51,7
Immobilisations corporelles	12	106,3	100,8
Participations mises en équivalence	13	2,1	2,0
Impôts différés actifs	14	51,4	54,6
Titres de participation non consolidés	15	28,9	30,1
Autres actifs financiers non courants	16	20,1	16,1
Total actif non courant		718,9	675,4
Clients et autres débiteurs	18	523,2	480,9
Impôt sur le résultat - actif		48,4	45,4
Actifs financiers courants	16	19,9	23,1
Instruments financiers dérivés	17	2,8	2,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	19	106,8	104,5
Total actif courant		701,1	656,3
TOTAL ACTIF		1 420,0	1 331,7
Capital		13,0	14,0
Primes liées au capital		28,4	22,7
Réserves et résultat consolidés		179,3	160,4
Capitaux propres revenant aux actionnaires de la société	20	220,7	197,1
Intérêts minoritaires		7,4	7,2
Total capitaux propres		228,1	204,3
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	21	444,7	448,8
Autres passifs financiers non courants	21	5,1	5,5
Impôts différés passifs	14	23,1	28,0
Avantages au personnel à long terme	22	85,1	78,0
Provisions pour risques et charges	23	69,7	69,9
Total passif non courant		627,7	630,2
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	24	420,0	399,9
Impôt sur le résultat exigible		81,6	78,5
Passifs financiers courants	21	62,6	18,8
Total passif courant		564,2	497,2
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		1 420,0	1 331,7

(1) La présentation des informations comparatives 2005 a été modifiée par rapport aux comptes publiés en 2005. Une description détaillée de ces modifications figure dans la Note 2.2.

Les Notes en pages 6 à 49 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire

Etat consolidé des produits et des charges comptabilisés

	Impact de l'adoption d'IAS 19 révisé au 1 ^{er} janvier 2005	Gains / pertes actuariels nets d'impôts	Ecart de conversion	Profit net comptabilisé en capitaux propres	Bénéfice de l'exercice	Total des produits comptabilisés durant l'exercice	revenant aux actionnaires de la Société	revenant aux intérêts minoritaires
Exercice 2005	(3,1)	(1,6)	(22,5)	(27,2)	153,1	125,9	123,0	2,9
Exercice 2006	-	(1,5)	16,5	15,0	157,1	172,1	169,4	2,7

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

	Capital	Primes	Réserve de conversion	Autres réserves	Total capitaux propres	revenant aux actionnaires de la Société	revenant aux intérêts minoritaires
1^{er} janvier 2005 ⁽¹⁾	13,8	1,0	1,1	39,4	55,3	50,4	4,9
Emission de bons de souscription d'actions	-	16,0	-	-	16,0	16,0	-
Levées de stock-options	0,2	5,7	-	-	5,9	5,9	-
Juste valeur des stock-options	-	-	-	1,8	1,8	1,8	-
Dividendes versés	-	-	-	(1,7)	(1,7)	-	(1,7)
Autres mouvements	-	-	-	1,1	1,1	-	1,1
Total des opérations avec les actionnaires	0,2	21,7	-	1,2	23,1	23,7	(0,6)
Total des charges et produits comptabilisés	-	-	(22,5)	148,4	125,9	123,0	2,9
31 décembre 2005 ⁽¹⁾	14,0	22,7	(21,4)	189,0	204,3	197,1	7,2
Réduction de capital	(1,1)	-	-	(151,4)	(152,5)	(152,5)	-
Levées de stock-options	0,1	5,7	-	-	5,8	5,8	-
Juste valeur des stock-options	-	-	-	0,9	0,9	0,9	-
Dividendes versés	-	-	-	(2,0)	(2,0)	-	(2,0)
Autres mouvements	-	-	-	(0,5)	(0,5)	-	(0,5)
Total des opérations avec les actionnaires	(1,0)	5,7	-	(153,0)	(148,3)	(145,8)	(2,5)
Total des charges et produits comptabilisés	-	-	16,5	155,6	172,1	169,4	2,7
31 décembre 2006	13,0	28,4	(4,9)	191,6	228,1	220,7	7,4

(1) La présentation des informations comparatives 2005 a été modifiée par rapport aux comptes publiés en 2005. Une description détaillée de ces modifications figure dans la Note 2.2.

Les Notes en pages 6 à 49 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire

Tableau consolidé des flux de trésorerie

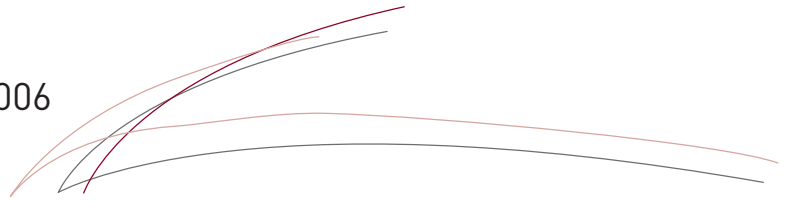
	Notes	2006	2005 ⁽¹⁾
Résultat avant impôts		219,2	219,1
Elimination des flux des opérations de financement et d'investissement		29,7	21,1
Provisions et autres éléments sans incidence sur la trésorerie		2,8	1,8
Amortissements et dépréciations nets		32,8	31,0
Variation du besoin en fond de roulement lié à l'activité		(17,5)	(20,4)
Impôts payés		(64,0)	(57,0)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		203,0	195,6
Acquisitions de filiales	10	(50,2)	(162,2)
Cessions de filiales	10	2,4	-
Acquisitions d'immobilisations corporelles & incorporelles		(44,4)	(42,4)
Cessions d'immobilisations corporelles & incorporelles		4,9	7,3
Acquisitions d'actifs financiers non courants		(7,8)	(30,1)
Cessions d'actifs financiers non courants		2,7	9,3
Dividendes reçus		2,8	0,6
Autres		0,2	(1,8)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(89,4)	(219,3)
Augmentation du capital		5,8	5,9
Réduction de capital	20	(152,5)	-
Emission de bons de souscription d'actions		-	16,0
Dividendes versés		(2,0)	(1,7)
Augmentation des emprunts et autres dettes financières		504,0	69,3
Remboursement des emprunts et autres dettes financières		(431,9)	(48,5)
Intérêts payés		(28,8)	(20,3)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(105,4)	20,7
Incidence des écarts de change		(8,7)	7,4
Variation de la Trésorerie nette		(0,5)	4,4
Trésorerie nette au début de la période		100,0	95,6
Trésorerie nette à la fin de la période		99,5	100,0
Dont disponibilités et équivalents de trésorerie	19	106,8	104,5
Dont concours bancaires courants	21	(7,3)	(4,5)

1) La présentation des informations comparatives 2005 a été modifiée par rapport aux comptes publiés en 2005. Une description détaillée de ces modifications figure dans la Note 2.2.

Les Notes en pages 6 à 49 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire



Notes aux états financiers consolidés

NOTE 1 - Informations générales

Depuis sa création en 1828, Bureau Veritas a développé une expertise reconnue pour aider ses clients à se conformer aux normes ou aux réglementations relatives à la qualité, l'hygiène et la santé, la sécurité, l'environnement et la responsabilité sociale. L'activité de Bureau Veritas consiste à inspecter, analyser, auditer ou certifier les produits, les actifs et les systèmes de management de ses clients par rapport à des référentiels réglementaires ou volontaires, pour délivrer ensuite des rapports de conformité.

Bureau Veritas S.A. ("la Société") et l'ensemble de ses filiales constitue le Groupe Bureau Veritas (ci-dessous appelé "Bureau Veritas" ou "le Groupe").

Bureau Veritas S.A. est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé au 17 bis, place des Reflets, La Défense 2, 92400 Courbevoie, France. Depuis 2004, le Groupe est détenu à plus de 99% par Wendel Investissement.

Ces états financiers consolidés ont été arrêtés le 5 mars 2007 par le Directoire.

NOTE 2 - Principes et méthodes comptables

Sauf indication contraire, les principales méthodes comptables décrites ci-dessous ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

2.1 Base de préparation des états financiers

Les états financiers consolidés du Groupe Bureau Veritas au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006 sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne et applicable au 31 décembre 2006. Ces états financiers consolidés ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le compte de résultat (ex : valeurs mobilières de placement et instruments dérivés).

La préparation des états financiers, conformément aux IFRS, nécessite de retenir certaines estimations comptables. Le Directoire est également amené à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Les estimations comptables et les jugements les plus significatifs sont exposés ci-dessous à la Note 4.

Nouvelles normes / amendements aux normes IFRS

L'amendement à IAS 19, Avantages au personnel, est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2006. Cette révision de la norme introduit une approche alternative pour la comptabilisation des écarts actuariels. Elle impose également de fournir de nouvelles informations. Le Groupe applique IAS 19 révisée à partir du 1^{er} janvier 2005 (cf. Note 2.2 - Changement de méthode comptable).

Le Groupe applique IAS 39 et IFRS 4 (Amendement), Garanties financières, et IAS 21 (Amendement), Investissement net dans une entreprise étrangère, à compter du 1^{er} janvier 2006. L'application de ces amendements n'a pas d'impact significatif sur les états financiers du Groupe.

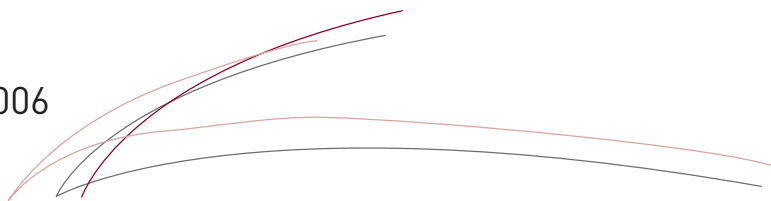
Les nouvelles normes, interprétations et amendements à des normes non encore entrées en vigueur et qui ne sont pas appliquées par anticipation sont :

IFRS 7, Instruments financiers : informations à fournir et amendement complémentaire à IAS 1, Présentation des états financiers – informations sur le capital (entrée en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2007).

IFRS 7 introduit de nouvelles informations ayant pour objectif d'améliorer les informations sur les instruments financiers. Des informations quantitatives et qualitatives doivent être fournies sur l'exposition au risque découlant d'instruments financiers, notamment des informations minima spécifiques sur le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché, y compris une analyse de la sensibilité au risque de marché.

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire



L'amendement à IAS 1 introduit des informations nouvelles sur le capital d'une entreprise et sur sa façon de le gérer. Après avoir évalué l'impact d'IFRS 7 et de l'amendement à IAS 1, le Groupe a conclu que les principales informations supplémentaires à fournir porteront sur l'analyse de la sensibilité au risque de marché et les informations sur le capital requises par l'amendement à IAS 1. Le Groupe appliquera IFRS 7 et l'amendement à IAS 1 à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2007.

IFRS 8, Segments opérationnels (entrée en vigueur au titre des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009, non encore adopté par l'Union Européenne).

IFRS 8 est une norme de convergence avec la norme américaine SFAS 131, Disclosures about Segments of an Enterprise and Related Information, elle remplace la norme IAS 14, Information sectorielle, actuellement en vigueur. IFRS 8 impose à une entité de publier des informations financières et descriptives sur les segments présentés. Les segments à présenter sont définis comme les segments opérationnels identifiés dans les tableaux de bord de management. La présentation d'information sectorielle par secteur géographique et secteur d'activité n'est plus requise. Le Groupe appliquera IFRS 8 à compter du 1^{er} janvier 2009.

IFRIC 8, Entrée dans le champ d'application d'IFRS 2 de transactions donnant lieu à remise d'instruments de capitaux propres (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} mai 2006).

IFRIC 8 précise que rentre dans le champ d'application d'IFRS 2, toute transaction donnant lieu à remise d'instruments de capitaux propres ou à un paiement dont le montant dépend de la valeur d'un instrument de capitaux propres de l'entité, même lorsque tout ou partie des biens ou services reçus en contrepartie ne peuvent pas être identifiés par l'entité et dès lors que ces biens ou services ont été reçus. Le Groupe appliquera IFRIC 8 à compter du 1^{er} janvier 2007 et estime que cette norme ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les comptes consolidés.

IFRIC 10, Information financière et perte de valeur (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} novembre 2006, non encore adopté par l'Union Européenne).

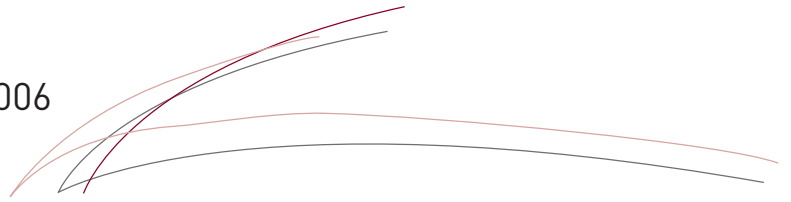
Selon IFRIC 10, les pertes de valeur comptabilisées au cours d'une période intermédiaire au titre des écarts d'acquisition, des investissements en titres de capitaux propres et des investissements en actifs financiers comptabilisés à leur coût, ne peuvent pas être reprises lors d'une période intermédiaire ou annuelle ultérieure. Cette interprétation n'a pas d'impact sur les comptes consolidés au 31 décembre 2006.

Les nouvelles normes, interprétations et amendements à des normes existantes applicables aux périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2006 ou postérieurement et qui ne sont pas applicables pour l'activité du Groupe sont :

- IAS 39 (Amendement), Couverture de flux de trésorerie au titre de transactions intra-groupe futures (entrée en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2006).
- IAS 39 (Amendement), Option juste valeur (entrée en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2006).
- IFRS 1 (Amendement), Première adoption des IFRS et IFRS 6 (Amendement), Prospection et évaluation de ressources minérales.
- IFRS 6, Prospection et évaluation de ressources minérales (entrée en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2006).
- IFRIC 4, Déterminer si un accord contient un contrat de location (entrée en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2006).
- IFRIC 5, Droits aux intérêts émanant de fonds de gestion dédiés au démantèlement, à la remise en état et à la réhabilitation de l'environnement (entrée en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2006).
- IFRIC 6, Passifs résultant de la participation à un marché spécifique : déchets d'équipements électriques et électroniques (entrée en vigueur à compter du 1^{er} décembre 2005).
- IFRIC 7, Application de l'approche du retraitement dans le cadre d'IAS 29, Information financière dans les économies hyperinflationnistes (entrée

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire



- en vigueur à compter du 1^{er} mars 2006).
- IFRIC 9, Réévaluation des dérivés incorporés (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juin 2006).
- IFRIC 11, IFRS 2 : Actions propres et transactions intra-groupe (applicable au titre des exercices ouverts à compter du 1^{er} mars 2007).
- IFRIC 12, Accords de concession de services (applicable au titre des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008).

2.2 Changement de méthode comptable et autres modifications des états financiers

Ecarts actuariels

Depuis l'adoption des IFRS au 1^{er} janvier 2004, le Groupe avait retenu la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode dite "du corridor". Conformément à l'option ouverte par l'amendement de la norme IAS 19 adopté le 8 novembre 2005 par l'Union Européenne, Bureau Veritas a choisi de reconnaître et comptabiliser tous les écarts actuariels par capitaux propres.

Le changement a été enregistré par les capitaux propres dans les états financiers consolidés au 1^{er} janvier 2005.

L'impact de ce changement de méthode est un accroissement de l'engagement de retraites de 4,6 millions d'euros et d'un actif d'impôt différé de 1,5 million d'euros au 1^{er} janvier 2005, soit un impact net négatif sur les capitaux propres de 3,1 millions d'euros. L'impact au titre de l'exercice 2005 est un accroissement de l'engagement de retraites de 2,5 millions d'euros et de l'actif d'impôt différé de 0,9 million d'euros, principalement dû à une diminution du taux d'actualisation.

Autres modifications des états financiers

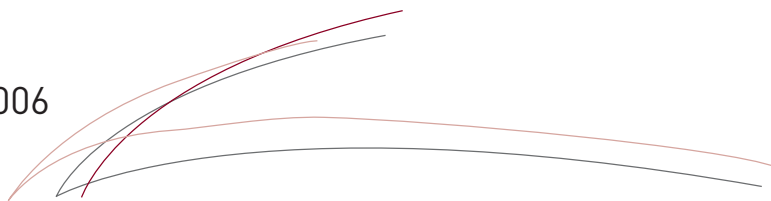
Le format des états financiers 2006 a été modifié pour permettre une meilleure compréhension de la situation et de la performance financière du Groupe. La présentation des états financiers 2005

publiés en comparatif a aussi été modifiée par rapport aux comptes précédemment publiés, pour permettre une comparaison pertinente. Les changements de présentation sont les suivants :

- Actifs financiers courants et Trésorerie : au 31 décembre 2005, le poste Trésorerie et équivalents de trésorerie comprenaient 19,8 millions d'euros de valeurs mobilières de placement pour lesquelles après analyse, il existait un faible risque d'investissement en actions. Elles ont été reclassées en actifs financiers courants au bilan du 31 décembre 2005. Les trésoreries de début et de fin de période ont aussi été modifiées dans le tableau des flux de trésorerie 2005.
- Bons de souscription d'actions (BSA) : Les BSA émis en 2005 pour 16,0 millions d'euros étaient classés en instruments financiers dérivés au passif du bilan du fait de la variabilité du nombre d'actions qui seront émises (cf. Note 2.23). Ces bons ne sont convertibles qu'en actions, aucun échange en trésorerie ou contre un instrument financier de dette n'est possible. Compte tenu de la souscription indirecte d'une partie de ces BSA par des salariés, l'analyse de leur traitement comptable pouvait donner lieu à discussion. Le Groupe avait retenu une analyse basée sur les dispositions relatives aux instruments financiers. Après analyse complémentaire, il s'avère que le traitement le plus approprié est d'appliquer les dispositions relatives aux rémunérations payées en actions. Cela nous a conduits à reclasser les BSA en capitaux propres au 31 décembre 2006 et à faire de même pour le bilan comparatif du 31 décembre 2005. Aucune variation de valeur n'a été constatée sur ces instruments en 2006. Des informations complémentaires sur ces BSA figurent en Note 20.
- Autres produits de l'activité : En 2005 le compte de résultat distinguait les autres produits de l'activité pour 41,3 millions d'euros. Ces produits étant principalement composés de remboursement de frais encourus, ils ont été reclassés principalement dans le poste Achats et charges externes.
- Les autres actifs financiers non courants ont été séparés entre les titres de participation non consolidés et les autres actifs financiers non

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire



courants principalement composés de dépôts et cautionnements.

- Stocks et en-cours : En 2005 ce poste comprenait les produits constatés à l'avancement des contrats et valorisés en prix de vente (42,0 millions d'euros). De par leur valorisation, ils sont de même nature que des factures à établir et ont donc été intégrés dans le poste Clients et autres débiteurs.
- Dépréciation des écarts d'acquisition : En 2005 le compte de résultat comportait un poste distinct (-3,8 millions d'euros) dans le résultat opérationnel. Cette dépréciation est reclassée dans le poste Autres produits / (charges) d'exploitation. Le détail de ce poste figure en Note 6.

2.3 Méthodes de consolidation

Filiales

Les filiales sont toutes les entités pour lesquelles le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles. C'est généralement le cas quand le Groupe détient plus de la moitié des droits de vote.

Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

La méthode de l'acquisition est utilisée pour comptabiliser l'acquisition de filiales par le Groupe. Le coût d'une acquisition correspond à la juste valeur des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis et des passifs encourus ou assumés à la date de l'échange, majorée des coûts directement imputables à l'acquisition.

Les actifs identifiables acquis, les passifs identifiables et les passifs éventuels assumés lors d'un regroupement d'entreprises sont initialement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition, et ceci quel que soit le montant des intérêts minoritaires. L'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de la quote-part revenant au Groupe dans

les actifs nets identifiables acquis, est comptabilisé en tant qu'écart d'acquisition (cf. Note 9 - Ecarts d'acquisition). Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur de la quote-part revenant au Groupe dans les actifs nets de la filiale acquise, l'écart est comptabilisé directement au compte de résultat.

Conformément à IFRS 3, le Groupe dispose d'un délai de 12 mois depuis la date d'acquisition afin de finaliser l'affectation du prix d'acquisition aux justes valeurs des actifs et passifs identifiables acquis.

Les transactions intra-groupes, les soldes et les profits latents sur les opérations entre sociétés du Groupe sont éliminés.

Toutes les sociétés sont consolidées sur la base de leurs situations arrêtées aux dates de clôture annuelles présentées et retraitées, le cas échéant, pour être en accord avec les principes comptables du Groupe.

Intérêts minoritaires

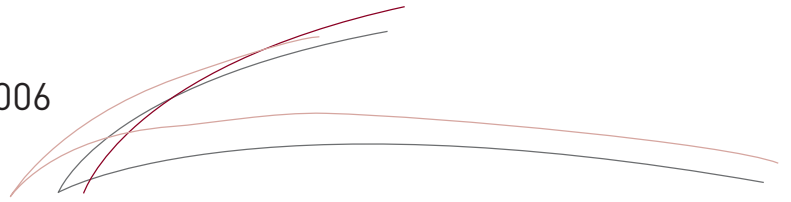
Le Groupe traite les transactions avec les intérêts minoritaires de la même manière que les transactions avec des tiers externes au Groupe. Les acquisitions de titres auprès d'intérêts minoritaires génèrent un écart d'acquisition supplémentaire, qui représente la différence entre le prix payé et la quote-part acquise correspondante de la valeur comptable des actifs nets.

Entreprises mises en équivalence

Les entreprises mises en équivalence sont toutes les entités dont le Groupe ne détient pas le contrôle, mais sur lesquelles il exerce une influence notable. C'est généralement le cas lorsque le Groupe détient une participation comprise entre 20% et 50% des droits de vote. De telles participations sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et initialement comptabilisées à leur coût à compter de la date de prise d'influence notable. La quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises mises en équivalence postérieurement à l'acquisition est comptabilisée en résultat consolidé.

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire



2.4 Information sectorielle

Un secteur d'activité est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs d'activité. Un secteur géographique est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres environnements économiques dans lesquels le Groupe opère.

2.5 Conversion des états financiers des filiales étrangères

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation des états financiers

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce ses activités ("la monnaie fonctionnelle"). Les états financiers consolidés sont présentés en millions d'euros, monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation de la Société.

Filiales étrangères

La devise de fonctionnement des filiales étrangères est la monnaie locale du pays. Aucun pays où sont installées les filiales et succursales n'est considéré à forte inflation en 2005 et 2006.

La conversion des sociétés étrangères en euros s'établit au taux de change de clôture pour les éléments d'actif et de passif du bilan et au taux de change moyen de l'année pour les éléments du compte de résultat. Les écarts de conversion qui en résultent sont inscrits en capitaux propres dans la réserve de conversion.

Lorsqu'une entité étrangère est cédée, ces différences de conversion initialement reconnues en

capitaux propres sont comptabilisées au compte de résultat dans les pertes et les profits de cession. L'écart d'acquisition et les ajustements de juste valeur découlant de l'acquisition d'une activité à l'étranger sont traités comme des actifs et des passifs de l'activité à l'étranger et convertis au cours de clôture.

2.6 Transactions en monnaies étrangères

Les opérations en monnaie étrangère sont comptabilisées au taux de change à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont réévalués au taux de clôture à la fin de l'exercice. Les pertes et gains de change résultant du dénouement des transactions en monnaie étrangère ainsi que l'écart de change résultant de la conversion sont comptabilisés au compte de résultat dans le résultat financier.

2.7 Ecart d'acquisition

L'excédent du coût d'acquisition (frais compris) des titres de la filiale ou d'une entreprise mise en équivalence sur la juste valeur de la quote-part du Groupe dans les actifs nets identifiables à la date d'acquisition, constitue l'écart d'acquisition.

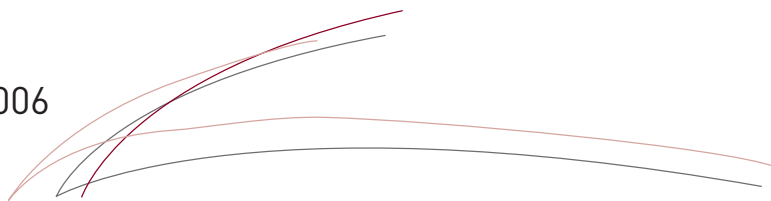
L'écart d'acquisition lié à l'acquisition des filiales est présenté séparément au bilan. L'écart d'acquisition se rapportant à l'acquisition des entreprises mises en équivalence est inclus dans le poste "Participations mises en équivalence".

Le processus d'affectation du prix d'acquisition aux justes valeurs des actifs et passifs acquis dans la première année après la date d'acquisition peut conduire à modifier la valeur de l'écart d'acquisition résiduel non affecté.

L'écart d'acquisition est comptabilisé à son coût, déduction faite du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur de l'écart d'acquisition ne sont pas réversibles. L'écart d'acquisition n'est pas amorti mais est soumis à un test annuel de dépréciation.

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire



Afin d'effectuer un test de dépréciation, le Groupe affecte les écarts d'acquisition à des unités génératrices de trésorerie ou à des groupes d'unités génératrices de trésorerie (UGT). Ces UGT bénéficient des synergies identifiées lors du regroupement d'entreprises ayant donné naissance aux écarts d'acquisition. Le Groupe affecte les écarts d'acquisition à chaque secteur d'activité de chaque pays dans lequel il exerce ses activités, à l'exception du secteur d'activité "Biens de consommation" où les écarts d'acquisition sont traités tous pays confondus compte tenu de la gestion centralisée de cette activité.

Un test de dépréciation est effectué sur une base annuelle ou lorsqu'apparaissent des indications de perte de valeur.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans la devise de l'écart d'acquisition qui correspond à la devise des entités acquises. Le résultat dégagé sur la cession d'une entité tient compte de la valeur comptable de l'écart d'acquisition de l'entité cédée.

2.8 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les éléments suivants :

- Les logiciels achetés ou développés en interne ;
- Les relations clients acquises lors d'acquisitions de sociétés.

Logiciels

Les coûts liés à l'acquisition de logiciels sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés. Ces coûts sont amortis sur la durée d'utilité estimée des logiciels, n'excédant pas 7 ans.

Les coûts associés au développement et au maintien en fonctionnement des logiciels sont comptabilisés en charges au fur et à mesure qu'ils sont encourus.

Relations clients

Les relations clients acquises lors des regroupements d'entreprises sont comptabilisées à leur coût historique, déduction faite des amortisse-

ments. Le coût historique représente la juste valeur des actifs concernés à la date d'acquisition. Les relations clients sont amorties de façon linéaire sur leur durée de vie estimée, comprise entre 5 et 20 ans, sauf exception.

La juste valeur et la durée de vie économique de ces actifs sont généralement déterminées par des experts indépendants. L'estimation des justes valeurs et de la durée de vie est effectuée dans les 12 mois suivant la date d'acquisition. La charge d'amortissement est calculée à partir de la date d'acquisition.

Les frais d'établissement et les frais de recherche sont directement comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

2.9 Immobilisations corporelles

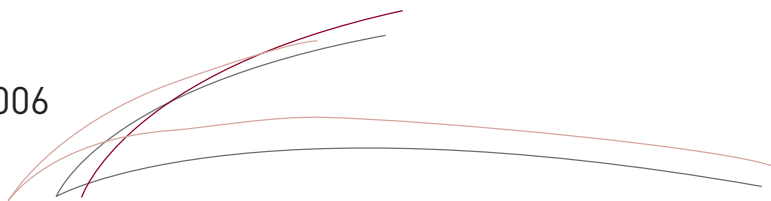
Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût historique diminué, à l'exception des terrains, des cumuls d'amortissements et de pertes de valeur. Le coût historique comprend tous les coûts directement attribuables à l'acquisition ou construction des actifs concernés. Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou, le cas échéant, comptabilisés comme un actif séparé s'il est probable que des avantages économiques futurs associés à l'actif iront au Groupe et que le coût de l'actif peut être mesuré de manière fiable. Tous les frais de réparation et de maintenance sont comptabilisés au compte de résultat au cours de la période durant laquelle ils sont encourus.

Les immobilisations corporelles, à l'exception des terrains, sont amorties selon le mode linéaire sur une période correspondant à leur durée prévisible d'utilisation. Les durées habituellement retenues sont les suivantes :

Constructions	20 à 25 ans
Installations	10 ans
Matériel et outillage	5 à 10 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Mobilier	10 ans

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire



Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs sont revues et, le cas échéant, ajustées à chaque clôture. La valeur comptable d'un actif est immédiatement dépréciée pour le ramener à sa valeur recouvrable lorsque la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable estimée (cf. Note 2.10 - Dépréciation d'actifs non financiers).

Le résultat de cession des immobilisations corporelles est déterminé en comparant les produits de cession à la valeur nette comptable de l'actif cédé. Le résultat de cession est comptabilisé au compte de résultat dans les autres produits et charges d'exploitation.

2.10 Dépréciation d'actifs non financiers

Les actifs ayant une durée d'utilité indéterminée, par exemple les écarts d'acquisition, ne sont pas amortis et sont soumis à un test annuel de dépréciation. Les actifs amortis sont soumis à un test de dépréciation lorsque, en raison d'événements ou de circonstances particulières, la recouvrabilité de leur valeur comptable est mise en doute.

Aux fins de l'évaluation d'une perte de valeur, tous les actifs sont regroupés en unités génératrices de trésorerie (UGT), qui représentent le niveau le moins élevé générant des flux de trésorerie indépendants.

Des indices de pertes de valeur sont susceptibles de déclencher un test de dépréciation. Ils incluent notamment :

- Une perte de contrats significatifs pour l'entité ;
- Des résultats de l'entité sensiblement inférieurs aux prévisions ;
- Des changements défavorables à l'entité dans l'environnement technologique, économique ou juridique ou du marché dans lequel l'entité opère.

Une perte de valeur est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'UGT. La valeur recouvrable d'une UGT correspond à sa juste valeur diminuée des coûts de cession ou sa valeur d'utilité, si celle-

ci est supérieure. Pour les actifs non financiers (autres que les écarts d'acquisition) ayant subi une perte de valeur, la reprise éventuelle de la dépréciation est examinée à chaque date de clôture annuelle ou intermédiaire. Dans le cas où la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable d'une UGT, la valeur recouvrable est fondée sur la juste valeur nette des coûts de cession. Celle-ci est estimée, selon l'expérience passée, sur la base d'un multiple de résultat opérationnel retraité des autres produits et charges d'exploitation et des dotations aux amortissements des relations clients issues de regroupements d'entreprises.

La Note 9 présente la méthodologie et les principales hypothèses retenues lors de la réalisation des tests de dépréciation.

2.11 Impôts différés

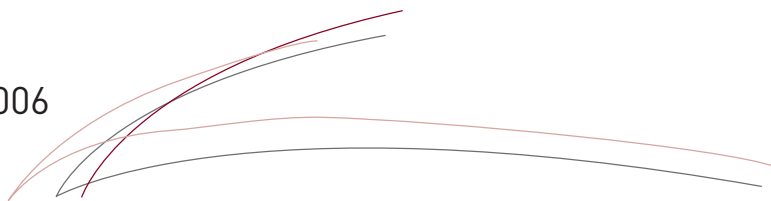
Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable, pour l'ensemble des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Toutefois, aucun impôt différé n'est comptabilisé s'il naît de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif lié à une transaction, autre qu'un regroupement d'entreprises, qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable, ni le résultat fiscal. Les impôts différés sont déterminés sur la base des taux d'impôt et des réglementations fiscales en vigueur à la date de clôture, dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt différé concerné sera réalisé ou le passif d'impôt différé réglé.

Les actifs d'impôts différés sont inscrits à l'actif du bilan dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible, qui permettra d'imputer les différences temporelles.

Les actifs et passifs d'impôts sont appréciés par entité fiscale qui peut regrouper plusieurs filiales d'un même pays. Pour une même entité fiscale, les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés.

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire



2.12 Titres de participation non consolidés

Il s'agit de participations dans des sociétés dont le Groupe n'a pas le contrôle et sur lesquelles le Groupe n'a pas d'influence notable. Ces titres sont constitués pour l'essentiel de la participation dans une société espagnole non cotée décrite en détail en Note 15.

A la date d'acquisition, ces titres sont inscrits au bilan pour leur prix d'acquisition majoré des frais de transaction. A la date de clôture, en l'absence d'une valorisation fiable de la juste valeur, le Groupe enregistre ces actifs financiers au coût historique diminué des éventuelles provisions pour dépréciation.

Les dividendes attachés à ces titres sont comptabilisés dans le compte de résultat au poste "Autres produits et charges financiers" lorsque le droit du Groupe à les percevoir est effectif.

Le Groupe évalue à chaque clôture s'il existe un indicateur objectif de dépréciation des titres de participation non consolidés, tel que :

- situation financière déficitaire de l'entité ;
- performance financière de l'entité sensiblement inférieure aux prévisions ;
- changements défavorables dans l'environnement économique dans lequel l'entité opère.

Dès lors que le Groupe considère que le titre est déprécié, une provision pour dépréciation est enregistrée au poste "Autres produits et charges financiers" du compte de résultat.

2.13 Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers non courants sont composés principalement des dépôts et cautionnements et d'autres actifs financiers.

Les dépôts et cautionnements sont des actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont inclus dans les actifs non courants, car ils ont une échéance supérieure à douze mois après la date de clôture. Les dépôts et cautionnements sont initialement comptabilisés à leur juste valeur.

2.14 Actifs destinés à la vente

Un actif (ou groupe d'actifs) non courant est classé comme détenu en vue de la vente et évalué au montant le plus bas entre sa valeur comptable et sa juste valeur diminuée des coûts de cession, si sa valeur comptable est recouverte principalement par le biais d'une transaction de vente.

2.15 Actifs financiers courants

Cette catégorie d'actifs correspond généralement à des actifs financiers détenus à des fins de transaction et elle comprend principalement des SICAV non-monétaires. Ces actifs sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, et des frais de transaction sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat. A la date de clôture, ces actifs financiers sont comptabilisés à la juste valeur, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans le poste "Autres produits et charges financiers" du compte de résultat.

2.16 Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise les instruments financiers dérivés tels que les swaps de taux et des collars afin de couvrir son risque de taux sur les emprunts.

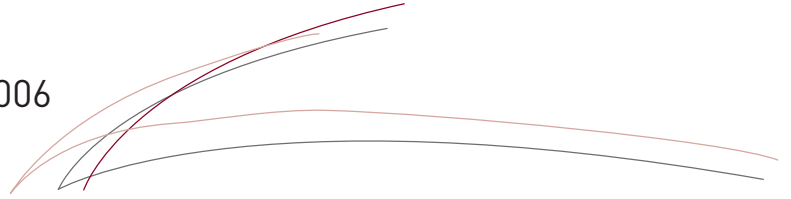
Le Groupe n'applique pas la comptabilité de couverture sur ces contrats, car les critères respectifs d'IAS 39 ne sont pas remplis. Par conséquent, ces instruments financiers dérivés sont désignés en tant qu'actifs ou passifs à la juste valeur par résultat. Ils sont valorisés à leur juste valeur, et les variations de juste valeur sont comptabilisées dans le poste "Autres produits et charges financiers" du compte de résultat.

2.17 Clients et comptes rattachés

Les créances clients sont comptabilisées à leur juste valeur, déduction faite des provisions pour dépréciation.

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire



Une provision pour dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance. L'analyse des créances douteuses est réalisée au regard de l'âge de la créance, du statut du client et de l'existence ou non d'un litige sur la facturation. La valeur comptable de l'actif est diminuée via un compte de provision et le montant de la perte est présenté dans le poste "dotation aux provisions" du compte de résultat.

Lorsqu'une créance devient irrécouvrable, elle est annulée en contrepartie de la reprise de la provision pour dépréciation des créances. Les recouvrements de créances précédemment annulées sont crédités dans le compte de résultat en autres produits d'exploitation.

2.18 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste "Trésorerie et équivalents de trésorerie" comprend les liquidités, les SICAV monétaires, les dépôts bancaires à vue, les autres placements à court terme, très liquides, ayant des échéances initiales inférieures ou égales à trois mois. Les découverts bancaires figurent au bilan en passif financier courant.

Les variations de juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie sont comptabilisées en contrepartie du compte de résultat.

2.19 Emprunts

Les emprunts sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, nette des coûts de transaction encourus. Les emprunts sont ultérieurement maintenus à leur coût amorti.

Les intérêts sur emprunts sont comptabilisés au compte de résultat en charges financières selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Notamment, les frais d'émission des emprunts sont présentés en diminution du montant des emprunts reçus à la date de leur mise en place et ils sont amortis par le compte de résultat sur la durée de vie des emprunts en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts sont classés en passifs courants au bilan, sauf lorsque le Groupe dispose d'un droit inconditionnel de différer le règlement de la dette au minimum 12 mois après la date de clôture, auquel cas ces emprunts sont classés en passifs non courants.

2.20 Régimes de retraite et avantages au personnel à long terme

Les sociétés du Groupe ont des engagements à long terme vis-à-vis de leurs salariés en matière d'indemnités de départ à la retraite et de primes d'ancienneté, ainsi que des compléments de retraite.

Le Groupe dispose de régimes à prestations définies et de régimes à cotisations définies.

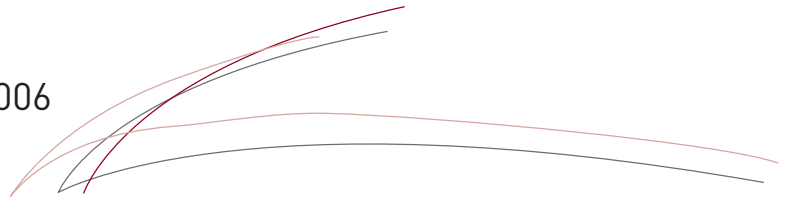
Régimes à cotisations définies

Un régime à cotisations définies est un régime de retraite en vertu duquel le Groupe verse des cotisations fixes à une entité indépendante. De ce fait, le Groupe n'est tenu par aucune obligation légale ou implicite le contraignant à abonder le régime dans l'hypothèse où les actifs ne suffiraient pas à payer, à l'ensemble des membres du personnel, les prestations dues au titre des services rendus durant l'exercice en cours et les exercices précédents.

Dans ces cas, le Groupe verse des cotisations à des régimes d'assurance retraite publics ou privés sur une base obligatoire, contractuelle ou facultative. Une fois les cotisations versées, le

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire



Groupe n'est tenu par aucun autre engagement de paiement. Les cotisations sont comptabilisées dans les frais de personnel lorsqu'elles sont exigibles. Les cotisations payées d'avance sont comptabilisées à l'actif dans la mesure où ce paiement d'avance aboutit à une diminution des paiements futurs ou à un remboursement en trésorerie.

Régimes à prestations définies

Les régimes de retraite qui ne sont pas des régimes à cotisations définies sont des régimes à prestations définies. Tel est le cas, par exemple, d'un régime qui définit le montant de la prestation de retraite qui sera perçue par un salarié lors de sa retraite, en général en fonction d'un ou de plusieurs facteurs tels que l'âge, l'ancienneté et le salaire.

Le passif inscrit au bilan au titre des régimes de retraite et assimilés à prestations définies correspond à la valeur actualisée de l'obligation liée aux régimes à prestations définies à la clôture, déduction faite des actifs des régimes.

L'obligation au titre des régimes à prestations définies est calculée chaque année par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. La valeur actualisée de l'obligation au titre des régimes à prestations définies est déterminée en actualisant les décaissements de trésorerie futurs estimés. Le taux d'actualisation s'appuie sur un taux d'intérêt d'obligations d'État, libellées dans la monnaie de paiement de la prestation et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation de retraite concernée.

Les gains et pertes actuariels découlant d'ajustements liés à l'expérience et de modifications des hypothèses actuarielles sont comptabilisés en capitaux propres dans l'état des produits et des charges comptabilisés au cours de la période durant laquelle ils surviennent. Cette méthode a été adoptée par le Groupe à partir du 1^{er} janvier 2005.

2.21 Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont enregistrées lorsque le Groupe estime qu'à la date d'arrêt des comptes, une obligation légale, ou de fait, à l'égard d'un tiers provoquera probablement une sortie de ressources au bénéfice de tiers et qu'une estimation fiable peut être calculée.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée à la date de clôture. Les coûts que le Groupe peut être amené à engager peuvent excéder les montants des provisions pour litiges du fait de nombreux facteurs, notamment du caractère incertain de l'issue des litiges. Les provisions sur des litiges dont l'issue est à long terme font l'objet d'un calcul d'actualisation en fonction d'un échéancier probable de dénouement. Le taux d'actualisation utilisé avant impôt pour déterminer la valeur actualisée reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et les risques inhérents à l'obligation. L'augmentation de la provision résultant de la désactualisation est comptabilisée dans le poste "Autres produits et charges financiers" du compte de résultat.

2.22 Dettes fournisseurs

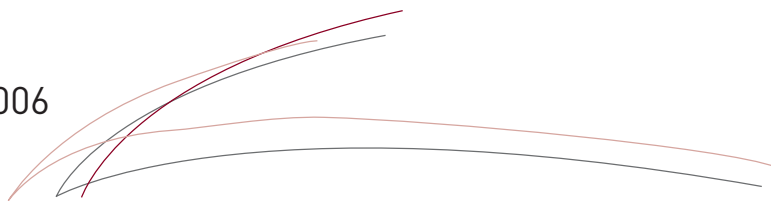
Les dettes fournisseurs sont initialement comptabilisées à leur juste valeur et ultérieurement évaluées à leur coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Toutes les dettes fournisseurs sont classées en passif courant au bilan avec une échéance à moins d'un an.

2.23 Paiements fondés sur les actions

Le Groupe a mis en place des plans de rémunération qui sont dénoués en instruments de capitaux propres : des options de souscription d'actions et des bons de souscription d'actions (BSA).

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire



Options de souscription d'actions

La juste valeur des services rendus par les salariés en échange de l'octroi de stock-options est comptabilisée en charges. Le montant total comptabilisé en charges sur la période d'acquisition des droits est déterminé par référence à la juste valeur des options octroyées, sans tenir compte, le cas échéant, des conditions d'acquisition des droits qui ne sont pas des conditions de marché (telles que des objectifs de rentabilité et de croissance des ventes).

Les hypothèses de valorisation des options sont présentées en Note 20.

Les sommes perçues lorsque les options sont exercées, sont créditées aux postes "Capital" pour la valeur nominale et "Prime d'émission", nettes des coûts de transaction directement attribuables.

Bons de souscription d'actions ("BSA")

Les BSA donnent droit à des actions à émettre dont le nombre n'est pas fixé au jour de l'émission. Le nombre d'actions dépendra de la performance de l'entreprise, mesurée par un taux de rendement futur de l'action pour l'actionnaire, et de la survenance d'événements de liquidité.

Les BSA ont été souscrits à une valeur estimée à dire d'expert. Ils sont comptabilisés initialement pour leur valeur de souscription au poste "Prime d'émission" des capitaux propres. Aucune variation de valeur n'est comptabilisée postérieurement. A la date d'émission des actions, le complément de prix payé par les détenteurs des bons sera comptabilisé aux postes "Capital" pour la valeur nominale et "Prime d'émission" pour le complément.

Le détail des BSA émis est présenté en Note 20.

2.24 Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires représente la juste valeur hors taxes de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des services rendus par les sociétés du Groupe dans le cadre normal de leur activité et après élimination des transactions intra-groupe. Le Groupe

comptabilise le chiffre d'affaires lorsque le montant des produits peut être évalué de façon fiable et qu'il est probable que des avantages économiques futurs bénéficient au Groupe.

La majorité des contrats du Groupe sont des contrats de courte durée. Au titre de ces contrats, le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires dès lors que la prestation de service a été rendue au client.

Pour d'autres contrats, notamment dans les secteurs de la marine, de la construction et de l'industrie (cf. Note 5 - Information sectorielle), le Groupe utilise la méthode de l'avancement pour déterminer le montant qu'il convient de comptabiliser en chiffre d'affaires au cours d'une période donnée dans la mesure où les résultats des contrats sont déterminés de manière fiable.

Le pourcentage d'avancement est déterminé pour chaque contrat par référence aux coûts encourus à la date de clôture, rapportés au total des coûts estimés. L'accroissement de ce pourcentage, appliqué au résultat total prévisionnel du contrat, représente la marge comptabilisée de la période. En cas de marge prévisionnelle négative, des provisions sont constituées immédiatement pour la totalité du contrat.

2.25 Contrats de location

Les contrats de location qui ne transfèrent pas au Groupe la majorité des risques et des avantages inhérents à la propriété des biens loués sont classés en contrats de location simple. Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges au compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

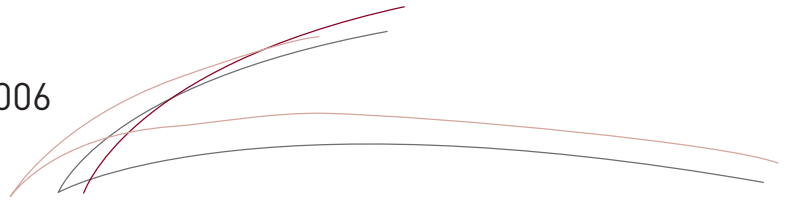
Le Groupe n'a de contrats de location-financement à aucune des dates de clôture présentées dans ses états financiers.

2.26 Dividendes

Les distributions de dividendes aux actionnaires de la Société sont comptabilisées en tant que dette

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire



dans les états financiers du Groupe au cours de la période durant laquelle les dividendes sont approuvés par les actionnaires de la Société.

NOTE 3 - Gestion des risques financiers

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers qui concernent principalement les domaines majeurs que sont les risques de change, les risques de crédit et les risques de liquidité. L'objectif général de la politique de trésorerie est, en permanence, d'identifier, d'évaluer et éventuellement de couvrir ces risques. Cette politique prévoit des modes opératoires spécifiques concernant le risque de taux d'intérêt, le risque de change et sur l'utilisation d'instruments dérivés et l'investissement des liquidités excessives.

Risque de change

Le Groupe opère au niveau international et est en conséquence exposé à un risque de change découlant de plusieurs devises étrangères.

Le financement du Groupe est multi-devises et permet d'emprunter dans les devises locales. Le Groupe, s'il le juge nécessaire, peut ainsi assurer la couverture de certains engagements en alignant les coûts de financement sur les produits d'exploitation dans les devises concernées.

Risque de crédit

Le Groupe considère qu'il n'a pas de concentration importante de risque de crédit. Les clients du Groupe interviennent sur des secteurs d'activité diversifiés. Le portefeuille de clientèle est aussi très large et aucun client ne représente une part matérielle du chiffre d'affaires du Groupe. Le Groupe a mis en place des politiques lui permettant de s'assurer que les clients achetant ses services ont un historique de risque de crédit approprié.

Risque de liquidité

Une gestion prudente du risque de liquidité impli-

que de conserver un niveau suffisant de liquidités et de titres négociables sur un marché, de disposer de ressources financières grâce à des facilités de crédit appropriées et d'être à même de dénouer ses positions sur le marché.

Le Département Trésorerie du Groupe a pour objectif de maintenir une flexibilité financière en conservant des lignes de crédit ouvertes mais non utilisées.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est essentiellement généré par des éléments d'actif et de passif portant intérêt à taux variable. La politique du Groupe à cet égard consiste à limiter l'impact de la hausse des taux d'intérêt par l'utilisation de swaps et de collars.

Après prise en compte de ces contrats, environ 43% de la dette brute consolidée du Groupe ressortait à taux fixe ou plafonné.

Le Groupe suit mensuellement son exposition au risque de taux et apprécie continuellement le niveau des couvertures mises en place ainsi que leur adaptation au sous-jacent. La politique générale consiste à couvrir le Groupe contre le risque d'augmentation des taux d'intérêts à hauteur de 40% à 60% de la dette consolidée.

Les swaps de taux et les collars souscrits par le Groupe sont décrits dans la Note 17.

NOTE 4 - Utilisation d'estimations

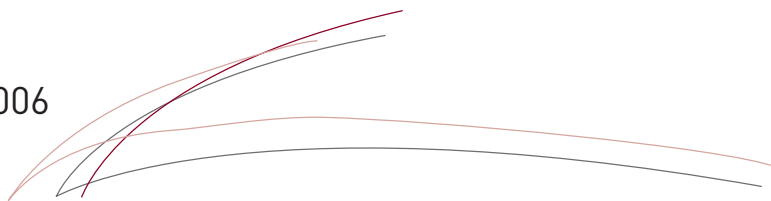
La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui peuvent avoir un impact sur la valeur comptable de certains éléments du bilan ou du compte de résultat, ainsi que sur les informations données en annexe.

Ces estimations, hypothèses ou appréciations sont établies sur la base des conditions qui subsistent à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

Les principaux jugements et estimations sont analysés ci-après :

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire



Valorisation des provisions pour litiges et des dépréciations de comptes clients

Le Groupe reconnaît une provision pour litiges sur contrats selon la méthode comptable décrite à la Note 2.21 et évaluée selon plusieurs estimations et hypothèses.

Les estimations et hypothèses utilisées sont fondées sur des données statistiques issues de l'expérience passée. La provision est actualisée sur la base d'une estimation de la durée moyenne de l'obligation, d'un taux d'inflation et d'un taux d'actualisation dont la durée est proche de la durée de l'obligation.

Par ailleurs, les litiges dont le montant des réclamations est significatif et pour lesquels une action en justice est en cours font l'objet d'une estimation individuelle s'appuyant le cas échéant sur des experts indépendants. Les coûts que le Groupe peut être amené à engager peuvent excéder les montants des provisions pour litiges du fait de nombreux facteurs, notamment du caractère incertain de l'issue des litiges.

L'évaluation de la provision pour dépréciation des créances clients est fondée sur une appréciation, au cas par cas, de la situation financière des débiteurs et de la probabilité d'une défaillance ou d'un défaut de paiement.

Dépréciation des écarts d'acquisition

Le Groupe soumet les écarts d'acquisition à un test annuel de dépréciation, conformément à la méthode comptable exposée à la Note 2.10. Les montants recouvrables des unités génératrices de trésorerie ont été déterminés à partir de calculs de la valeur d'utilité. Ces calculs s'appuient sur un certain nombre d'hypothèses présentées en Note 9.

Valorisation des actifs incorporels acquis lors des regroupements d'entreprises

Les actifs incorporels acquis lors des regroupements d'entreprises réalisés par le Groupe incluent des relations clients. L'estimation de leur juste valeur est réalisée par des experts indépendants et s'appuie

sur un certain nombre d'hypothèses provenant des prévisions d'activité des sociétés. La Note 10 présente le détail des acquisitions réalisées.

Impôts sur le résultat

Le Groupe est assujéti à l'impôt sur le résultat dans de nombreuses juridictions. La détermination de la charge d'impôt sur les sociétés, à l'échelle mondiale, fait appel au jugement du management. L'estimation in fine de la charge d'impôt est jugée raisonnable dans le cadre habituel des activités.

Le Groupe comptabilise un impôt différé actif résultant des différences temporelles déductibles ainsi que des déficits fiscaux reportables, dans la mesure où le Groupe estime que cet actif d'impôt est recouvrable dans le futur (cf. Note 14 pour le détail des impôts différés comptabilisés).

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le Groupe utilise la méthode de l'avancement pour comptabiliser certains contrats de services (cf. Note 2.24 des principes et méthodes comptables). Selon cette méthode, le Groupe estime les services déjà réalisés en proportion du total des services devant être fournis.

Calcul des avantages au personnel à long terme

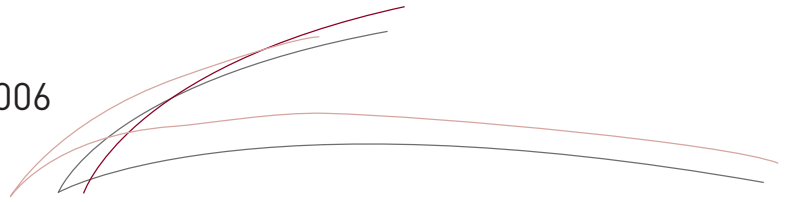
Le coût des avantages au personnel à plus d'un an gérés dans le cadre de régimes à prestations définies est estimé en utilisant des méthodes d'évaluation actuarielles. Ces techniques d'évaluation impliquent l'utilisation d'un certain nombre d'hypothèses présentées en détail en Note 22. Du fait du caractère long terme de ces régimes, de telles estimations sont sujettes à des incertitudes significatives.

Juste valeur des stock-options

Les plans de souscription d'actions sont comptabilisés en charges sur la période d'acquisition des droits par référence à leur juste valeur déterminée à la date d'attribution. La juste valeur de ces plans est évaluée en utilisant les modèles d'évaluation appropriés. Ces modèles nécessitent l'estimation

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire



d'un certain nombre de paramètres décrits en détail en Note 20.

NOTE 5 - Information sectorielle

Le Groupe a choisi de présenter l'analyse du secteur primaire par activité et celle du secteur secondaire par zone géographique. L'analyse par activité est présentée en fonction des secteurs de spécialisation des clients et des natures d'intervention.

Les actifs et passifs des holdings non affectés aux secteurs sont classés en actifs et passifs non opérationnels. Les opérations intra-groupe entre les secteurs sont éliminées des montants présentés.

Les actifs sectoriels sont des actifs opérationnels qui comprennent pour l'essentiel des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles, des écarts d'acquisition, des créances clients, des participations dans des entreprises mises en équivalence, la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Les actifs non-affectés sont des actifs non-opérationnels qui comprennent principalement des actifs d'impôts différés, les actifs financiers non courants ainsi que des actifs financiers courants.

Les passifs sectoriels sont des passifs opérationnels qui comprennent pour l'essentiel les dettes fournisseurs et autres créditeurs, les engagements de retraites et les provisions pour risques. Les passifs non affectés sont des passifs non-opérationnels qui incluent pour l'essentiel les emprunts et dettes financières, d'autres passifs financiers, ainsi que les impôts différés et impôts exigibles.

Les transferts ou les transactions entre les secteurs sont réalisés à des conditions de marché, identiques à celles de transactions avec des parties non liées.

Depuis 2006 la performance du Groupe est suivie en huit domaines d'activité, par nature de prestation effectuée. Par conséquent, afin de se conformer à cette évolution de la gestion interne et d'améliorer la lisibilité de la situation financière de

la division "Industrie et Infrastructures", l'analyse de présentation d'information sectorielle a été affinée. Les données sectorielles de la division "Industrie et Infrastructures" ont donc été ventilées en cinq domaines d'activité.

Dans la mesure où l'information était disponible en 2005, les comparatifs ont été présentés sous le nouveau format. En l'absence de données détaillées, il n'a pas été possible de ventiler certaines informations sectorielles de la division "Industrie et Infrastructures" en cinq domaines d'activité correspondant au nouveau format d'information sectorielle.

Les éléments du résultat financier et la charge d'impôt sont non affectables par domaine d'activité car ils sont gérés au niveau d'un pays et non par activité.

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire

	Marine	Industrie	Inspection, Vérification en service	Hygiène Sécurité & Environnement	Construction	Certification	Total Industrie et Infrastructures	Biens de consommation	Services aux Gouvernements et Commerce international	Total
Exercice 2006										
Chiffre d'affaires	209,0	239,5	241,9	190,4	368,0	204,0	1 243,8	248,3	145,1	1 846,2
Résultat opérationnel	50,4	26,7	24,9	14,0	32,3	39,8	137,7	52,6	16,4	257,1
Dont charges d'amortissement et de dépréciation	(3,1)	(4,4)	(2,7)	(3,1)	(6,9)	(2,2)	(19,3)	(9,4)	(0,9)	(32,7)
Résultat des sociétés mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres informations au 31/12/2006										
Actifs opérationnels	86,2	162,9	129,4	171,2	224,8	88,3	776,6	302,1	39,9	1 204,8
Actifs non opérationnels										215,2
Total actif du bilan	86,2	162,9	129,4	171,2	224,8	88,3	776,6	302,1	39,9	1 420,0
Passifs opérationnels	79,1	67,6	85,0	36,7	145,5	46,3	381,1	38,6	25,6	524,4
Passifs non opérationnels										667,5
Total passif du bilan	79,1	67,6	85,0	36,7	145,5	46,3	381,1	38,6	25,6	1 191,9
Dépenses d'investissement de l'exercice	4,6	4,2	3,6	3,2	6,4	2,0	19,4	17,4	2,3	43,7
Ecarts d'acquisition net	-	47,8	40,3	98,3	81,7	2,3	270,4	189,4	-	459,8
Valeur brute	-	47,8	40,4	98,3	95,4	2,3	284,2	189,4	-	473,6
Perte de valeur	-		(0,1)		(13,7)		(13,8)	-	-	(13,8)
Exercice 2005										
Chiffre d'affaires	180,3	200,3	209,4	146,7	354,7	184,1	1 095,2	209,0	162,7	1 647,2
Résultat opérationnel	41,7	19,8	25,7	6,3	31,8	33,3	116,9	49,9	28,1	236,6
Dont charges d'amortissement et de dépréciation	(3,4)	(3,4)	(2,4)	(2,3)	(6,4)	(1,9)	(16,4)	(6,8)	(1,1)	(27,7)
Résultat des sociétés mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres informations au 31/12/2005										
Actifs opérationnels	68,3						696,9	299,1	47,7	1 112,0
Actifs non opérationnels										219,7
Total actif du bilan	68,3						696,9	299,1	47,7	1 331,7
Passifs opérationnels	73,1						358,3	36,7	27,2	495,3
Passifs non opérationnels										632,1
Total passif du bilan	73,1						358,3	36,7	27,2	1 127,4
Dépenses d'investissement de l'exercice	3,4						21,0	13,4	4,2	42,0
Ecarts d'acquisition net	-						229,0	191,1	-	420,1
Valeur brute	-						242,8	191,1	-	433,9
Perte de valeur	-						(13,8)	-	-	(13,8)

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire

L'analyse sectorielle par zone géographique est présentée ci-dessous. Les données sont présentées en fonction des zones dans lesquelles les prestations sont réalisées.

	France	Europe hors France	Amériques	Asie Pacifique et Moyen-orient	Afrique	Total
Exercice 2006						
Chiffre d'affaires	606,7	402,9	342,2	405,4	89,0	1 846,2
Résultat opérationnel	62,7	41,5	32,2	106,8	13,9	257,1
Autres informations au 31/12/2006						
Actifs opérationnels	226,4	267,4	328,7	346,8	35,5	1 204,8
Actifs non opérationnels						215,2
Total actif du bilan	226,4	267,4	328,7	346,8	35,5	1 420,0
Dépenses d'investissement de l'exercice	11,4	7,8	7,4	15,2	1,9	43,7
Exercice 2005						
Chiffre d'affaires	556,1	347,1	341,5	325,9	76,6	1 647,2
Résultat opérationnel	30,4	44,5	47,7	96,4	17,6	236,6
Autres informations au 31/12/2005						
Actifs opérationnels	209,1	237,4	332,7	301,1	31,7	1 112,0
Actifs non opérationnels						219,7
Total actif du bilan	209,1	237,4	332,7	301,1	31,7	1 331,7
Dépenses d'investissement de l'exercice	15,1	7,1	5,2	10,7	3,9	42,0

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire

NOTE 6 - Eléments du résultat opérationnel

	2006	2005
Achats de matières	(10,3)	(8,7)
Sous-traitance opérationnelle	(129,2)	(115,3)
Locations immobilières et mobilières	(68,9)	(60,3)
Transports et déplacements	(166,3)	(146,1)
Frais de mission refacturés aux clients	38,3	37,9
Autres services extérieurs	(217,6)	(204,8)
Total achats et charges externes	(554,0)	(497,3)
Salaires et primes	(746,8)	(670,9)
Charges sociales	(179,1)	(164,3)
Autres charges liées au personnel	(21,2)	(13,8)
Total frais de personnel	(947,1)	(849,0)
Provisions sur créances	(12,6)	2,9
Provisions pour risques et charges	1,7	3,7
Total (dotations) / reprises de provisions	(10,9)	6,6
Autres produits / (charges) opérationnels	4,9	4,1
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-	(3,8)
Résultat de cessions d'activités	(1,9)	-
Coûts de réorganisation	(2,3)	(0,6)
Frais de gestion de l'actionnaire principal	(2,0)	(2,0)
Total autres produits / (charges) d'exploitation	(1,3)	(2,3)

En 2006, la dotation aux provisions relatives aux créances clients est liée notamment à une hausse du risque sur certains contrats de gouvernement et certains pays spécifiques. En 2005, la reprise nette de provision sur créances provenait en particulier du recouvrement de créances anciennes sur certains contrats de gouvernement.

NOTE 7 - Autres produits et charges financiers

	2006	2005
Résultat sur cessions d'actifs financiers non courants	0,1	(0,1)
Revenus d'actifs financiers non courants	2,8	0,5
Rendement attendu des actifs de régimes de retraite financés	1,5	1,4
Coût financier des régimes de retraite	(4,5)	(3,7)
Juste valeur des actifs financiers courants comptabilisée en résultat	0,7	2,3
Résultat de change	(9,7)	2,2
Autres produits financiers	-	0,2
Autres produits / (charges) financiers	(9,1)	2,8

Les revenus d'actifs financiers non courants sont composés principalement des dividendes reçus sur les titres de participation non consolidés.

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire

NOTE 8 - Impôt sur le résultat

	2006	2005
Impôts courants	(65,1)	(59,8)
Impôts différés	3,0	(6,2)
Total	(62,1)	(66,0)

Les différences entre la charge d'impôt effective et l'impôt théorique obtenu en appliquant le taux d'imposition en vigueur en France au résultat consolidé avant impôt, sont les suivantes :

	2006	2005
Résultat avant impôt	219,2	219,1
Taux de la société mère	34,4%	34,9%
Charge d'impôt théorique au taux de la société mère	(75,5)	(76,5)
Impact d'impôt d'opérations à taux réduit	0,6	1,2
Différentiel de taux des pays étrangers	11,7	15,2
Non activation de déficits reportables	(0,9)	(1,1)
Utilisation de déficits antérieurs non activés	0,6	-
Différences permanentes	2,0	(2,5)
Changements d'estimation	0,8	1,8
Autres	(1,4)	(4,1)
Impôt effectif constaté	(62,1)	(66,0)
Taux d'impôt effectif	28,3%	30,1%

NOTE 9 - Ecart d'acquisition

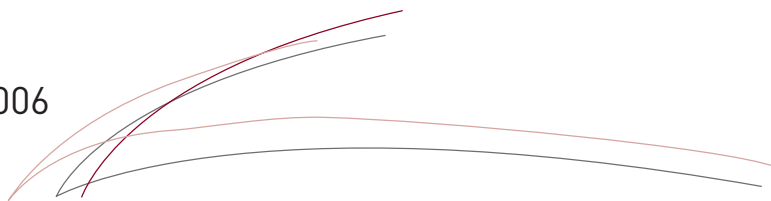
	2006	2005
Valeur brute	434,0	307,4
Pertes de valeur	(13,9)	(10,1)
Solde au début de la période	420,1	297,3
Complément sur acquisitions d'années antérieures	6,0	-
Acquisitions de l'exercice	45,3	115,3
Cessions d'activités consolidées	(2,9)	-
Allocation aux (actifs) / passifs identifiés	3,1	-
Pertes de valeur de la période	-	(3,8)
Ecart de change	(11,8)	11,3
Valeur brute	473,7	434,0
Pertes de valeur	(13,9)	(13,9)
Solde à la fin de la période	459,8	420,1

Les écarts d'acquisition affectés aux principales Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) au 31 décembre se répartissent de manière suivante :

	Industrie	Inspection, Vérification en service	Hygiène Sécurité & Environnement	Construction	Certification	Total Industrie et Infrastructures	Biens de consommation	Total
2006	47,8	40,3	98,3	81,7	2,3	270,4	189,4	459,8
USA	28,9	-	62,0	64,7	-	155,6		
Royaume-Uni	10,6	25,6	20,9	8,1	-	65,2		
Autres pays	8,3	14,7	15,4	8,9	2,3	49,6		
2005						229,0	191,1	420,1
USA						148,8		
Royaume-Uni						65,0		
Autres pays						15,2		

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire



Les activités "Marine" et "Services aux gouvernements et Commerce International" n'ont pas d'écarts d'acquisition.

Au titre de l'exercice 2005, les UGT du secteur d'activité Industrie et Infrastructures sont fondées sur les pays, sans ventilation entre les cinq activités présentées en 2006. En effet, cette modification de définition des UGT est la conséquence de l'évolution de l'information sectorielle en 2006 (cf. Note 5 – Information sectorielle).

Les acquisitions conclues au cours de l'exercice 2006 n'ont pas fait l'objet d'une affectation systématique de leur prix d'acquisition aux actifs incorporels identifiables au 31 décembre 2006.

Tests de dépréciation

Au 31 décembre 2006 et 2005, les écarts d'acquisition affectés aux UGT ci-dessus ont fait l'objet de tests de dépréciation.

La méthode utilisée pour établir la valeur recouvrable d'une UGT consiste à estimer sa valeur d'utilité sur la base des flux futurs de trésorerie et la valeur résiduelle de l'UGT d'après les résultats 2006 et 2005 respectivement, les prévisions de performance à l'horizon de 5 ans et au-delà de cette période, sur la base d'une hypothèse de croissance perpétuelle de 2% par an.

Le taux d'actualisation retenu s'appuie sur le coût moyen du capital du Groupe. Il est de 8,9% sur toutes les zones géographiques, sauf l'Amérique du Nord pour laquelle le taux retenu est de 9,4%. Les taux d'actualisation utilisés sont des taux après impôt appliqués aux flux futurs de trésorerie nets d'impôt.

Au 31 décembre 2006, la valeur recouvrable des UGT est significativement supérieure à leur valeur comptable, à l'exception des UGT "Construction", "Hygiène Sécurité et Environnement" et "Industrie" de la zone Amérique du Nord pour lesquelles le surplus est légèrement inférieur à 6% de la valeur recouvrable.

Une analyse de la sensibilité des hypothèses retenues pour la détermination de la valeur recouvrable de ces trois UGT de la zone Amérique du Nord donne les résultats suivants :

- Si le taux de marge opérationnelle utilisé pour les prévisions à 5 ans avait été inférieur de 0,6% par rapport aux estimations retenues, la valeur recouvrable aurait été proche de la valeur nette comptable.
- Si le taux d'actualisation avait été supérieur de 0,4% par rapport à celui spécifiquement retenu pour l'Amérique du Nord, la valeur recouvrable aurait été proche de la valeur nette comptable.

A la suite de l'arrêt de contrats significatifs chez la filiale allemande IPM en 2004, une perte de valeur de 3,7 millions d'euros a été constatée en 2005 sur l'UGT locale du secteur d'activité "Industrie et Infrastructures". La perte de valeur a été estimée par rapport à la valeur d'utilité de l'UGT.

NOTE 10 - Acquisitions et cessions

Au cours de l'exercice 2006, Bureau Veritas a acquis des sociétés ou groupes de sociétés dont le chiffre d'affaires annuel 2006 est de 56,6 millions d'euros et le résultat opérationnel est de 4,3 millions d'euros.

Les principales acquisitions 2006, toutes acquises à 100%, sont :

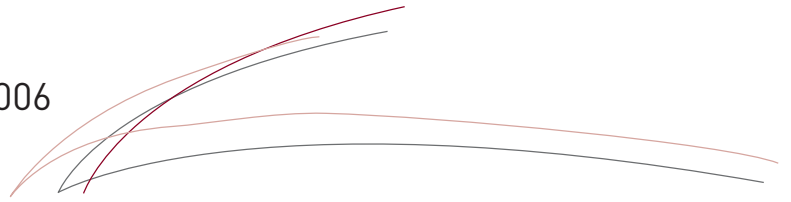
- En Australie : Kilpatrick (avril 2006), Intico (juillet 2006), IRC (décembre 2006) ;
- Aux Etats-Unis : NEIS (juin 2006) ;
- Aux Pays-Bas : Nagtglas (février 2006) ;

Les principales acquisitions 2005, toutes acquises à 100%, sont :

- En Grande-Bretagne : Casella (mai 2005) ;
 - Aux Etats-Unis : LP2A (janvier 2005), Clayton Engineering (février 2005), Curtis Straus (avril 2005), Natlisco Risk & Safety (novembre 2005) ;
- A Taiwan, le Groupe a acquis 97,5% d'Advance Data Technology (septembre 2005).

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire



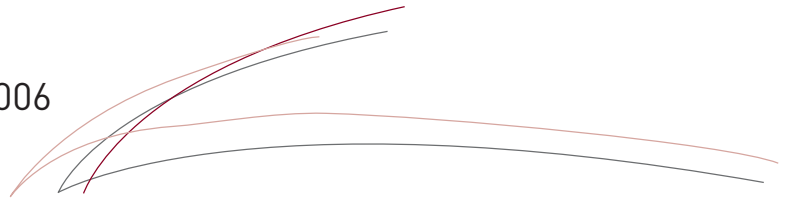
L'affectation du prix d'acquisition aux actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis en fonction de leurs justes valeurs n'est généralement pas terminée à la clôture de l'exercice d'acquisition, à cause notamment de l'absence de juste valeur disponible sur les immobilisations incorporelles telles que les relations clients. Ainsi, le montant de l'écart d'acquisition indiqué ci-dessous est déterminé avant cette affectation. L'affectation des écarts d'acquisition issus des acquisitions de 2006 sera finalisée en 2007.

L'existence d'un écart d'acquisition résiduel non affecté est attribuable au capital humain des sociétés acquises et aux synergies importantes attendues de ces acquisitions.

	2006		2005	
Coût des activités acquises		52,0		161,9
Frais d'acquisition		4,4		6,5
Coût sur acquisitions des années antérieures		6,0		0,8
Coût total des activités acquises		62,4		169,2
Actifs et passifs acquis	Valeur nette comptable	Juste valeur	Valeur nette comptable	Juste valeur
Actif non courant	8,4	8,0	53,7	57,2
Actif courant hors trésorerie	5,9	6,1	35,7	36,9
Actifs destinés à la vente	-	-	-	-
Passif courant hors endettement	(4,9)	(5,2)	(24,5)	(22,9)
Passif non courant hors endettement	(1,6)	(2,0)	(16,5)	(14,4)
Endettement	-	-	(5,5)	(5,5)
Intérêts minoritaires acquis	0,5	0,5	(1,2)	(1,2)
Trésorerie des sociétés acquises	3,7	3,7	3,8	3,8
Total des actifs et passifs acquis	12,0	11,1	45,5	53,9
Ecarts d'acquisition		51,3		115,3

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire



Le coût sur les acquisitions des années antérieures, principalement lié à l'acquisition des sociétés LP2A et Curtis Straus en 2005, soit 6,0 millions d'euros, est constitué de compléments de prix liés à la levée de conditions suspensives. Ces compléments de prix n'étaient pas comptabilisés en 2005 dans la mesure où la réalisation des conditions n'avait pas été jugée probable. En 2006, le Groupe n'a pas ajusté les données comparatives 2005, car le montant de complément de prix n'a pas été jugé significatif par rapport à la valeur globale de l'écart d'acquisition.

Concernant les acquisitions de 2005, le prix d'acquisition a été définitivement affecté courant 2006, 12 mois après la date d'acquisition. Par conséquent, le Groupe a été amené à ajuster en 2006 les données comparatives 2005. Ceci concerne essentiellement des actifs incorporels pour une juste valeur de 32,1 millions d'euros à la date d'acquisition (cf. Note 11).

Les coûts des activités acquises sont exclusivement payés en numéraire. L'impact sur la trésorerie de l'exercice des acquisitions est le suivant :

	2006	2005
Coût des activités acquises	(62,4)	(169,2)
Trésorerie des sociétés acquises	3,8	3,8
Coût d'acquisition restant à payer au 31 décembre	7,5	3,2
Coût d'acquisition payé sur les exercices précédents	0,9	-
Impact sur la trésorerie des activités acquises	(50,2)	(162,2)

En 2006, Bureau Veritas a procédé à la cession d'activités marginales issues d'acquisitions d'années antérieures. En 2005, aucune cession d'activité significative n'a eu lieu.

	2006
Ecart d'acquisition	(2,9)
Actif non courant	(0,6)
Actif courant	(1,9)
Passif courant hors endettement	0,1
Passif non courant hors endettement	0,1
Valeur nette comptable des actifs cédés	(5,2)

Résultat de cession d'activités consolidées (1,9)

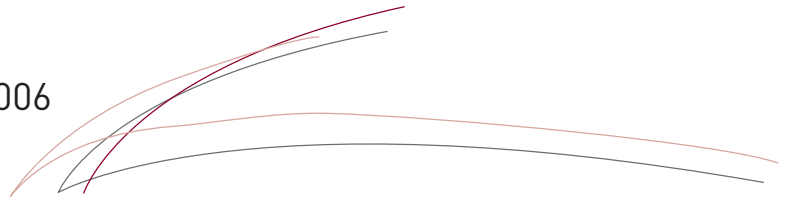
Produits de cession d'activités consolidées 3,3

dont

Cash reçu	2,4
Paiement différé	0,9

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire



NOTE 11 - Immobilisations incorporelles

	Logiciels	Relations clients	Autres	Total
Au 1^{er} janvier 2005				
Valeur brute	21,5	10,2	1,5	33,2
Amortissements et provisions	(17,7)	-	(1,4)	(19,1)
Valeur nette	3,8	10,2	0,1	14,1
Mouvements sur la période				
Augmentations	1,7	5,6	-	7,3
Cessions	(0,5)	-	-	(0,5)
Dotations aux amortissements et provisions	(2,6)	(0,7)	(0,2)	(3,5)
Acquisitions de filiales	1,2	32,1	-	33,3
Ecart de change	0,1	0,4	0,5	1,0
Total mouvements (valeur nette)	(0,1)	37,4	0,3	37,6
Au 31 décembre 2005				
Valeur brute	24,0	48,5	2,0	74,5
Amortissements et provisions	(20,3)	(0,9)	(1,6)	(22,8)
Valeur nette	3,7	47,6	0,4	51,7
Mouvements sur la période				
Augmentations	3,4	0,8	-	4,2
Cessions	(1,4)	-	-	(1,4)
Dotations aux amortissements et provisions	(1,8)	(5,0)	-	(6,8)
Acquisitions de filiales	1,3	4,0	-	5,3
Ecart de change	(0,5)	(1,8)	(0,4)	(2,7)
Total mouvements (valeur nette)	1,0	(2,0)	(0,4)	(1,4)
Au 31 décembre 2006				
Valeur brute	25,9	51,2	1,6	78,7
Amortissements et provisions	(21,2)	(5,6)	(1,6)	(28,4)
Valeur nette	4,7	45,6	-	50,3

Le Groupe Bureau Veritas a acquis en 2006 des sociétés dont la valeur des relations clients n'a pas été déterminée à la date d'acquisition. Ces relations clients figurent donc en écarts d'acquisition puis seront valorisées et réaffectées en immobilisations incorporelles dans un délai de 12 mois après l'acquisition.

Il n'y a pas d'immobilisations incorporelles nanties par le Groupe au 31 décembre 2006 et 2005.

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire

NOTE 12 - Immobilisations corporelles

	Terrains	Constructions	Matériel et outillage	Matériel informatique et autres	Immobilisations en- cours	Total
Au 1^{er} janvier 2005						
Valeur brute	0,3	43,3	58,7	101,4	3,6	207,3
Amortissements et provisions	-	(25,5)	(40,2)	(72,8)	-	(138,5)
Valeur nette	0,3	17,8	18,5	28,6	3,6	68,8
Coûts						
Acquisitions	-	4,8	11,7	14,0	4,2	34,7
Cessions	(0,1)	(1,8)	(3,7)	(9,8)	-	(15,4)
Acquisitions et cessions des filiales	1,1	5,9	21,1	7,8	0,1	36,0
Ecart de change et autres mouvements	-	2,0	4,5	7,6	(1,5)	12,6
Total	1,0	10,9	33,6	19,6	2,8	67,9
Amortissements et provisions						
Dotations aux amortissements et provisions	-	(3,4)	(7,1)	(13,8)	-	(24,3)
Cessions et mises au rebut	-	2,0	3,3	9,3	-	14,6
Acquisitions et cessions des filiales	-	(2,1)	(11,2)	(5,0)	-	(18,3)
Ecart de change et autres mouvements	-	(0,8)	(2,3)	(4,8)	-	(7,9)
Total	-	(4,3)	(17,3)	(14,3)	-	(35,9)
Au 31 décembre 2005						
Valeur brute	1,3	54,2	92,3	121,0	6,4	275,2
Amortissements et provisions	-	(29,8)	(57,5)	(87,1)	-	(174,4)
Valeur nette	1,3	24,4	34,8	33,9	6,4	100,8
Coûts						
Acquisitions	-	6,5	16,3	14,7	2,7	40,2
Cessions	(0,1)	(1,8)	(2,9)	(20,4)	-	(25,2)
Acquisitions et cessions des filiales	-	0,2	4,7	4,6	-	9,5
Ecart de change et autres mouvements	(0,1)	(1,8)	(4,2)	(3,8)	(1,1)	(11,0)
Total	(0,2)	3,1	13,9	(4,9)	1,6	13,5
Amortissements et provisions						
Dotations aux amortissements et provisions	-	(3,8)	(9,1)	(13,0)	-	(25,9)
Cessions et mises au rebut	-	0,7	1,2	16,8	-	18,7
Acquisitions et cessions des filiales	-	(0,1)	(3,1)	(3,0)	-	(6,2)
Ecart de change et autres mouvements	-	1,0	1,7	2,7	-	5,4
Total	-	(2,2)	(9,3)	3,5	-	(8,0)
Au 31 décembre 2006						
Valeur brute	1,1	57,3	106,2	116,1	8,0	288,7
Amortissements et provisions	-	(32,0)	(66,8)	(83,6)	-	(182,4)
Valeur nette	1,1	25,3	39,4	32,5	8,0	106,3

Il n'y a pas d'immobilisations corporelles nanties par le Groupe au 31 décembre 2006 et 2005.
La valeur des cessions d'immobilisations corporelles dans le cadre de cessions d'activités en 2006 est immatérielle.

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire

NOTE 13 - Participations mises en équivalence

	2006	2005
Participations au début de la période	2,0	2,2
Dividendes et résultat distribué	0,1	(0,2)
Gains ou pertes en cours de l'exercice	-	-
Participations à la fin de la période	2,1	2,0

Participations mises en équivalence	Pays	Actifs	Passifs	Total produits de la filiale	Contribution au résultat consolidé	% Intérêt
2005						
ATSI	France	2,3	1,6	4,0	0,1	49,9%
GIE Sécurité Aviation Civile	France	11,3	10,9	23,3	-	45,0%
Autres		0,2	0,2	0,1	(0,1)	-
2006						
ATSI	France	1,9	1,2	3,3	-	49,9%
GIE Sécurité Aviation Civile	France	14,3	10,1	24,1	0,1	45,0%
BV EM & I LTD	Royaume-Uni	3,3	7,7	7,6	(0,1)	50,0%

NOTE 14 - Impôts différés

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et que les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même juridiction fiscale.

Les impôts différés au bilan, après compensation le cas échéant, se présentent comme suit :

	2006	2005
Impôts différés à l'actif		
A échéance à plus d'un an	27,6	32,0
A échéance à moins d'un an	23,8	22,6
Total	51,4	54,6
Impôts différés au passif		
A échéance à plus d'un an	(17,4)	(19,0)
A échéance à moins d'un an	(5,7)	(9,0)
Total	(23,1)	(28,0)
Actif net d'impôt différé	28,3	26,6

Variation de la période de l'impôt différé :

	2006	2005
Actif net d'impôt différé au début de la période	26,6	40,1
Impact du changement de méthode de comptabilisation des écarts actuariels	-	1,5
Produit/(charge) d'impôt différé de la période	3,0	(6,2)
Impôts différés comptabilisés en capitaux propres	0,9	0,9
Acquisitions de filiales	(2,2)	(10,1)
Ecart de change	-	0,4
Actif net d'impôt différé à la fin de période	28,3	26,6

Au 31 décembre 2006, les déficits reportables non activés s'élevaient à 2,7 millions d'euros (31 décembre 2005 : 4,6 millions d'euros). Les impôts différés actifs correspondants non comptabilisés s'élevaient à 0,9 million d'euros (31 décembre 2005 : 1,1 million d'euros).

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire

La variation des actifs et passifs d'impôts différés durant l'exercice est détaillée ci-après :

Passifs d'impôts différés	Profits temporairement non taxables	Relations clients	Autres	Total
Au 1^{er} janvier 2005	2,4	2,5	6,9	11,8
Charge /(produit) au compte de résultat	2,1	-	1,9	4,0
Acquisitions de filiales	-	11,0	0,8	11,8
Ecart de change	-	-	0,4	0,4
Au 31 décembre 2005	4,5	13,5	10,0	28,0
Charge /(produit) au compte de résultat	1,4	(1,2)	(5,5)	(5,3)
Acquisitions de filiales	-	0,6	0,5	1,1
Ecart de change	-	(0,4)	(0,3)	(0,7)
Au 31 décembre 2006	5,9	12,5	4,7	23,1

Actifs d'impôts différés	Engagements de retraite	Provisions pour litiges sur contrats	Autres	Total
Au 1^{er} janvier 2005	18,3	9,0	24,6	51,9
Produit /(charge) au compte de résultat	4,6	(2,4)	(4,4)	(2,2)
Actif d'impôt comptabilisé en capitaux propres	2,4	-	-	2,4
Acquisitions de filiales	-	-	1,8	1,8
Ecart de change	-	-	0,7	0,7
Au 31 décembre 2005	25,3	6,6	22,7	54,6
Produit /(charge) au compte de résultat	1,1	(2,4)	(1,6)	(2,9)
Actif d'impôt comptabilisé en capitaux propres	0,9	-	-	0,9
Acquisitions de filiales	(0,4)	-	(0,2)	(0,6)
Ecart de change	-	-	(0,6)	(0,6)
Au 31 décembre 2006	26,9	4,2	20,3	51,4

Les autres actifs et passifs d'impôts différés portent surtout sur les différences temporaires des passifs et actifs courants.

NOTE 15 - Titres de participation non consolidés

	2006	2005
Titres ECA	28,1	3,1
Autres titres de participation non consolidés	2,0	4,7
Solde au début de la période	30,1	7,8
Acquisitions - Titres ECA	-	25,0
Acquisitions - autres titres	-	1,8
Cessions	(0,3)	-
Acquisitions de filiales	(0,9)	(4,5)
Titres ECA	28,1	28,1
Autres titres de participation non consolidés	0,8	2,0
Solde à la fin de la période	28,9	30,1

Les titres de participation non consolidés sont tous des titres de capitaux propres libellés en euros et non cotés.

Au cours de l'année 2005, Bureau Veritas a acquis 32,9% des titres de la société Inversiones y patrimonios de ECA Global SA (ECA), portant sa participation à 42,9%. Cette participation n'a cependant pas été comptabilisée par la méthode de la mise en équivalence car Bureau Veritas n'exerce pas une influence notable sur la direction et les politiques de cette société. En l'absence d'une évaluation fiable de la juste valeur, le Groupe a retenu la comptabilisation de ces titres à leur coût historique. Depuis la date d'acquisition en 2005, aucune dépréciation n'a été enregistrée sur ces titres.

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire

NOTE 16 - Autres actifs financiers non courants et courants

	2006	2005
Autres actifs financiers non courants		
Dépôts et cautionnements	15,3	14,3
Autres	4,8	1,8
Total	20,1	16,1
Actifs financiers courants		
SICAV non monétaires	18,5	19,8
Autres	1,4	3,3
Total	19,9	23,1

Les dépôts et cautionnements sont principalement des dépôts de garantie sur des loyers de bureaux. Ils ne sont pas porteurs d'intérêt. Tous les dépôts et cautionnements sont présentés en actifs financiers non courants. Leur échéance est très largement comprise entre 1 et 5 ans.

Le Groupe considère que la juste valeur des dépôts et cautionnements est proche de leur valeur nette comptable au 31 décembre 2006 et 2005.

Au 31 décembre 2006, les dépôts libellés en euros s'élevaient à 4,5 millions d'euros (2005 : 4,4 millions d'euros), les autres dépôts étant libellés dans toutes les devises des pays d'implantation du Groupe.

Des valeurs mobilières de placement telles que certaines SICAV non-monétaires et certains autres actifs financiers non courants ont été nantis par le Groupe, pour une valeur nette comptable de 7,9 millions d'euros au 31 décembre 2006 (31 décembre 2005 : 4,3 millions d'euros).

NOTE 17 - Instruments financiers dérivés

La mise en place d'un financement syndiqué à taux variable a donné lieu à la mise en place au cours du 1^{er} semestre 2005 de contrats d'échange de taux d'intérêt (contrats de swap payeurs taux fixe receveurs taux variable et contrats de collar) afin de couvrir une partie du risque de taux. Cette couverture a été complétée en 2006.

Ces contrats sont comptabilisés en tant qu'instruments financiers dérivés de transaction car ils ne satisfont pas aux critères d'IAS 39 de comptabilité de couverture. Par conséquent, ces instruments financiers sont comptabilisés à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

Les instruments dérivés de taux à la clôture de chaque exercice sont les suivants :

Instruments dérivés de taux	Échéance	Montant notionnel	Juste valeur des dérivés actifs
SWAP	30/12/2009	50 millions USD	1,1
Collar	30/12/2009	50 millions USD	0,9
Collar	30/03/2008	50 millions USD	0,3
Collar	30/03/2008	50 millions USD	0,1
Total au 31 décembre 2005			2,4
SWAP	30/12/2009	50 millions USD	1,1
Collar	30/12/2009	50 millions USD	0,7
Collar	30/03/2008	50 millions USD	0,3
Collar	30/03/2008	50 millions USD	0,1
SWAP	30/05/2011	50 millions EUR	0,6
Total au 31 décembre 2006			2,8

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire

NOTE 18 - Clients et autres débiteurs

	2006	2005
Créances à plus d'un an	-	-
Créances à moins d'un an	570,4	524,6
Créances clients et comptes rattachés	522,8	485,1
Stock de produits	0,9	0,5
Autres créances	46,7	39,0
Total valeur brute	570,4	524,6
Provisions au début de la période	(43,7)	(50,3)
Variation nette de la période	(6,7)	11,2
Acquisitions de filiales	(0,2)	(0,4)
Ecart de change	2,9	(4,5)
Autres	0,5	0,3
Provisions à la fin de la période	(47,2)	(43,7)
Créances nettes	523,2	480,9

Le Groupe estime que la juste valeur des créances est proche de leur valeur nette comptable, car toutes les créances ont une échéance à moins d'un an. Les créances de gouvernement comprennent une créance de l'ordre de 17 millions d'euros entièrement provisionnée depuis plusieurs années. Il n'y a pas de concentration du risque de crédit au titre des créances clients en raison du nombre important de clients et de leur implantation internationale.

NOTE 19 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2006	2005
Valeurs mobilières et créances assimilées	12,4	21,1
Disponibilités	94,4	83,4
Total	106,8	104,5

Les valeurs mobilières et créances assimilées correspondent principalement à des SICAV monétaires, des certificats de dépôt libellés en euros et des comptes bancaires de placement qui répondent à la définition de trésorerie et équivalents de trésorerie au sens d'IAS 7.

NOTE 20 - Capital souscrit et paiements en actions

Capital social

Le nombre total autorisé d'actions est de 10 841 857 (2005 : 11 644 538) d'une valeur nominale de 1,20 euro par action. Toutes les actions émises sont entièrement libérées.

Réduction du capital

Le 2 mai 2006, le Groupe a procédé à une réduction de capital. Le Groupe a racheté 881 300 de ses propres actions qui ont été annulées par la suite. Le montant global du rachat a été de 152,5 millions d'euros dont 1,1 million de valeur nominale a été déduit du capital social et 151,4 millions des autres réserves.

En date des 31 décembre 2006 et 2005, le Groupe ne détient pas d'actions en propre.

Paiement en actions et assimilés

Le Groupe a mis en place des plans de rémunération qui sont dénoués en instruments de capitaux propres : des options de souscription d'actions et des bons de souscription d'actions (BSA).

Plans de stock-options

Des stock-options ont été attribuées aux dirigeants et à certains employés du Groupe. Les plans de stock-options sont tous des plans d'options de souscription d'actions donnant lieu à l'émission d'actions nouvelles lors de la levée de l'option. Le Groupe n'est tenu par aucune obligation contractuelle ou implicite de racheter ou de régler les options en numéraire.

Les options sont subordonnées à l'accomplissement de 3 ou 5 années de service selon les plans. Les options sont d'une durée de 8 ans après la date d'octroi.

Le prix d'exercice est fixé lors de l'attribution de l'option et il est non modifiable, à l'exception des plans de février et juillet 2006 dont le prix d'exercice initial est augmenté au taux de 8,5% par an appliqué prorata temporis jusqu'à la date d'exercice des options par le bénéficiaire.

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire

Pour les plans antérieurs à décembre 2001, les options donnent droit à la souscription de 20 actions. Pour tous les plans postérieurs, une option donne droit à une action. Pour faciliter la comparaison, les tableaux ci-dessous présentent les nombres d'options pour tous les plans en équivalent d'actions.

Tableau de mouvement des options (en équivalent d'actions)

	Prix moyen pondéré d'exercice des options (équivalent actions)	Nombre d'options (équivalent actions)	Durée restante moyenne d'expiration des options non exercées
Options au 1^{er} janvier 2004	57,86	736 920	5,6 ans
Options accordées pendant la période	120,94	11 750	7,9 ans
Options exercées pendant la période	27,54	(114 400)	3,4 ans
Options au 31 décembre 2004	64,50	634 270	4,9 ans
Options annulées pendant la période	39,46	(145 020)	2,1 ans
Options exercées pendant la période	46,31	(128 135)	2,8 ans
Options au 31 décembre 2005	81,00	361 115	5,0 ans
Options accordées pendant la période	153,31	185 300	7,1 ans
Options annulées pendant la période	104,69	(26 450)	5,0 ans
Options exercées pendant la période	72,86	(78 619)	3,6 ans
Options au 31 décembre 2006	111,43	441 346	5,3 ans

Sur les options en circulation au 31 décembre de chaque année, 251 646 options à fin 2006 (fin 2005 : 196 315 options) étaient exerçables.

Situation des plans d'options en fin de période :

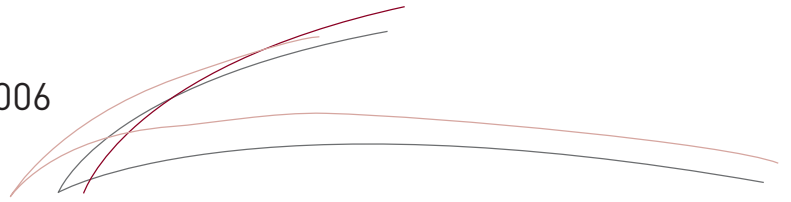
Date de début	Date d'expiration	Prix d'exercice en euros par action	Nombre d'options (équivalent actions)	
			2006	2005
Plan du 09/06/1998	8/06/2006	19,06	-	2 000
Plan du 12/04/2000	11/04/2008	40,84	2 000	3 000
Plan du 17/01/2001	17/01/2009	40,84	-	-
Plan du 11/12/2001	11/12/2009	61,90	56 460	91 060
Plan du 07/03/2002	7/03/2010	61,90	3 000	3 000
Plan du 17/12/2002	17/12/2010	74,87	69 486	102 005
Plan du 25/07/2003	25/07/2011	95,82	122 600	148 300
Plan du 15/11/2004	15/11/2012	120,94	9 950	11 750
Plan du 01/02/2006	1/02/2014	151,65	164 150	-
Plan du 12/07/2006	12/07/2014	173,04	13 700	-
Nombre d'options au 31 décembre			441 346	361 115

La juste valeur des options en circulation durant l'exercice a été déterminée à l'aide du modèle d'options de Black-Scholes, sauf pour les plans mis en place en 2006. Ces derniers ont été évalués à l'aide du modèle binomial.

La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées durant l'exercice ressort à 12,54 euros par option.

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire



Les principales hypothèses des modèles de valorisation pour les plans mis en place en 2006 sont les suivantes :

- prix d'exercice tel qu'indiqué dans le tableau précédent ;
- volatilité attendue de l'action de 20 %, déterminée à partir de la volatilité constatée sur les titres cotés de sociétés du même secteur d'activité ;
- rendement du dividende de 2,2 % ;
- durée anticipée de l'option de 8 ans ;
- taux d'intérêt annuel sans risque de 3,3 % ; déterminé à partir des taux d'emprunt d'État sur la durée anticipée de l'option.

En 2006, la charge relative aux stock-options comptabilisée par le Groupe s'élève à 0,9 million d'euros (2005 : 1,8 million d'euros).

Un nouveau plan d'options a débuté le 31 janvier 2007. A fin février 2007, le nombre d'options octroyées était de 70 000 pour un prix d'exercice fixe de 173,04 euros.

Bons de souscription d'actions (BSA)

En août 2005, le Groupe a émis 1 200 000 bons de souscription d'actions (BSA) pour une valeur de 16,0 millions d'euros intégralement libérés en numéraire. Ces bons donnent droit à des actions à émettre dont le nombre n'est pas fixé au jour de l'émission. Le nombre d'actions dépendra de la performance de l'entreprise, mesurée par un taux de rendement futur de l'action pour l'actionnaire, et de la survenance d'événements de liquidité. Ils ne sont ni remboursables ni échangeables. Ces BSA ont été souscrits indirectement par Wendel Investissement, l'actionnaire principal du Groupe, ainsi que par certains salariés.

Aucun BSA n'a été annulé ni exercé en 2005 et 2006. Le prix de souscription est de 13,30 euros et le prix d'exercice est de 151,65 euros augmenté de 5% par an. Un BSA donne droit à la souscription d'une action ordinaire nouvelle émise. Ainsi, le nombre total maximum d'actions pouvant être souscrites est 1 200 000.

Au 31 décembre 2006, la juste valeur des BSA est estimée à 43 millions d'euros.

La juste valeur à fin décembre 2006 est déterminée à partir d'une méthode de valorisation d'option par un modèle binomial. Les principales hypothèses du modèle sont les suivantes :

- valeur d'entreprise estimée à partir des cash flows futurs ;
- volatilité attendue de l'action de 20 % déterminée à partir de la volatilité constatée sur les titres cotés de sociétés du même secteur d'activité ;
- rendement du dividende de 0 % ;
- durée anticipée de l'option jusqu'en 2009 et événements potentiels de liquidité ;
- taux d'intérêt annuel sans risque de 3,9 % ;
- décote liée aux contraintes de risque et de liquidité.

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire

NOTE 21 - Passifs financiers

	Total	Moins d'1 an	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 5 ans	Au-delà de 5 ans
Au 31 décembre 2005					
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit (+ 1 an)	448,8	-	9,0	109,6	330,2
Autres passifs financiers non courants	5,5	-	1,0	4,0	0,5
Passifs financiers non courants	454,3	-	10,0	113,6	330,7
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit	7,7	7,7			
Concours bancaires	4,5	4,5			
Autres passifs financiers courants	6,6	6,6			
Passifs financiers courants	18,8	18,8			
Au 31 décembre 2006					
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit (+ 1 an)	444,7	-	73,1	268,8	102,8
Autres passifs financiers non courants	5,1	-	1,4	3,7	-
Passifs financiers non courants	449,8	-	74,5	272,5	102,8
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit	42,4	42,4			
Concours bancaires	7,3	7,3			
Autres passifs financiers courants	12,9	12,9			
Passifs financiers courants	62,6	62,6			

En 2006, la dette financière a été renégociée et a fait l'objet d'un remboursement et de la mise en place d'un nouvel accord de financement.

La décomposition des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (courants et non-courants) par devise se présente comme suit :

	2006	2005
Dollar US (USD)	381,2	368,2
Euros (EUR)	47,3	38,2
Livre Sterling (GBP)	50,6	43,8
Autres Devises	8,0	6,3
Total	487,1	456,5

Les dettes financières auprès des établissements de crédit sont contractées à taux variable et sont indexées sur les taux de référence en fonction de la devise du tirage (Euribor, Libor USD et Libor GBP, respectivement pour les tirages en Euro, en USD et en GBP).

Le financement du Groupe est essentiellement composé d'un crédit syndiqué négocié en mai 2006, lui-même constitué d'une tranche amortissable d'un montant de 542 millions d'USD à échéance mai 2013 et d'une tranche revolving d'un montant de 550 millions d'euros à échéance mai 2011.

Au 31 décembre 2006, le montant utilisé du crédit syndiqué s'élève à 472 millions d'euros (répartis entre tranche amortissable et revolving). La tranche amortissable est complètement tirée. Le montant non tiré s'élève à 489 millions d'euros, soit la partie non tirée de la tranche revolving.

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire

Le contrat de crédit syndiqué prévoit le respect des ratios suivants :

- le rapport entre l'EBITDA (excédent brut d'exploitation sur les 12 derniers mois) et le montant des intérêts financiers nets doit être supérieur à 5,5. Ce ratio est calculé sur douze mois glissants ;
- le rapport entre la dette nette consolidée et l'EBITDA (excédent brut d'exploitation des douze derniers mois) doit être inférieur à 3.

Ces ratios sont respectés au 31 décembre 2006.

En 2005, les mêmes ratios étaient valables pour le précédent crédit syndiqué qui s'élevait à 449,2 millions d'euros au 31 décembre 2005, à l'exception de la valeur du deuxième ratio qui devait être inférieur à 3,65.

L'exposition des emprunts du Groupe aux fluctuations des taux d'intérêt et les dates contractuelles de révision des taux se présentent comme suit :

	2006	2005
A moins de six mois	486,4	455,0
A plus de six mois	0,7	1,5
Total	487,1	456,5

Les taux d'intérêt des emprunts bancaires révisés aux dates de clôture sont détaillés ci-dessous :

	2006	2005
Euro	4,22%	3,39%
US Dollar	5,86%	5,29%
Livre sterling	5,83%	5,57%

Les taux d'intérêt effectifs (TIE) sont proches des taux faciaux pour toutes les tranches, à l'exception de la tranche US pour laquelle le TIE est de 5,78% au 31 décembre 2006.

La juste valeur des emprunts bancaires non-courants est proche de leur valeur nette comptable, car ces emprunts sont émis au taux variable de marché avec les dates de repricing mensuelles ou trimestrielles en fonction de l'option choisie à chaque échéance de tirage. La juste valeur des emprunts bancaires courants correspond à leur valeur nette comptable.

NOTE 22 - Avantages au personnel à long terme

Les avantages au personnel concernent les régimes suivants :

- les régimes de retraite, qui comprennent essentiellement des régimes fermés depuis plusieurs années. Les régimes de retraite sont généralement non financés à l'exception d'un nombre très limité de régimes financés par des cotisations versées à des compagnies d'assurance et évalués sur la base de calculs actuariels périodiques ;
- les indemnités de fin de carrière ;
- les médailles du travail.

Les engagements inscrits au bilan sont les suivants :

	2006	2005	2004
Valeurs actualisées des obligations au titre des prestations définies	118,3	107,9	87,5
dont prestations de retraite	65,7	58,4	49,2
dont indemnités de fin de carrière	42,1	37,0	29,0
dont médailles du travail	10,5	12,5	9,3
Juste valeur des actifs de régime	(33,2)	(29,9)	(25,7)
Ecart actuariel non comptabilisés	-	-	4,6
Déficit / (excédent)	85,1	78,0	66,4

Les coûts constatés au compte de résultat par type d'avantages sont les suivants :

	2006	2005
Prestations de retraite	(5,8)	(4,6)
Indemnités de fin de carrière	(4,5)	(4,1)
Médailles du travail	(1,3)	(1,6)
Total	(11,6)	(10,3)

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire

Prestations de retraite

Les montants constatés au bilan sont déterminés de la façon suivante :

	2006	2005
Valeur actualisée des obligations financées	42,1	40,0
Juste valeur des actifs des régimes	(33,2)	(29,9)
Déficit / (surplus) des obligations financées	8,9	10,1
Valeur actualisée des obligations non financées	23,6	18,4
Pertes actuarielles non comptabilisées	-	-
Passif inscrit au bilan	32,5	28,5

Le tableau ci-après indique les montants comptabilisés au compte de résultat :

	2006	2005
Coût des services rendus inclus dans le résultat opérationnel	(4,5)	(3,7)
Coût financier	(2,8)	(2,3)
Rendement attendu des actifs des régimes de retraite	1,5	1,4
Total inclus dans le résultat financier	(1,3)	(0,9)

En 2006, le rendement réel des actifs du régime s'est établi à 1,5 million d'euros (2005 : 1,8 million d'euros).

Les variations de l'obligation au titre des régimes à prestations définies au cours de l'exercice sont détaillées ci-dessous :

	2006	2005
Obligation au début de la période	58,4	49,2
Coût des services rendus au cours de l'exercice	4,5	3,7
Coût financier	2,8	2,3
Pertes / (gains) actuariels	(0,6)	4,2
Différences de conversion	(0,2)	0,2
Prestations servies	(2,8)	(1,5)
Passifs assumés lors d'un regroupement d'entreprises et autres mouvements	3,6	0,3
Obligation à la fin de la période	65,7	58,4

Le tableau ci-dessous indique les variations de la juste valeur des actifs des régimes de retraite au cours de l'exercice :

	2006	2005
Actifs de régime au début de la période	29,9	25,7
Rendement attendu des actifs des régimes	1,5	1,4
(Pertes) / gains actuariels	-	0,6
Différences de conversion	(0,2)	0,2
Cotisations patronales	2	2,3
Prestations servies	-	(0,3)
Actifs de régime à la fin de la période	33,2	29,9

Dans les exercices futurs, les contributions aux plans financés devraient être proches de celles versées en 2006.

La répartition des actifs de retraites par type d'instruments financiers se présente comme suit :

	2006		2005	
Instruments de capitaux propres	5,9	18%	4,3	14%
Instruments de dette	26,9	81%	25,3	85%
Autres	0,4	1%	0,3	1%
Total	33,2	100%	29,9	100%

Le rendement attendu des actifs du régime a été calculé compte tenu des rendements attendus des actifs dans le cadre de la politique d'investissement actuelle. Les rendements attendus sur les investissements à taux fixe sont basés sur les rendements bruts à échéance à la date de clôture.

Les rendements attendus sur les actions et les biens immobiliers reflètent les taux de rendement réels à long terme observés sur les marchés respectifs.

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire

Les principales hypothèses actuarielles utilisées sont les suivantes :

	2006	2005
Taux d'actualisation	4,5%	4,4%
Rendement attendu des actifs de régime	5,0%	4,8%
Taux d'augmentation future des salaires	2,6%	2,6%
Taux d'augmentation future des retraites	1,9%	1,9%

Les hypothèses se rapportant aux taux de mortalité futurs reposent sur des statistiques publiées et les données historiques sur chaque territoire. Pour les engagements en France qui représentent 83% de l'engagement net total de retraites, les tables INSEE 2002 ont été utilisées.

Indemnités de départ

Les indemnités de départ sont principalement des indemnités versées au salarié en fin de carrière lors de son départ à la retraite. Dans certains pays, il s'agit aussi d'indemnités de fin de contrat non motivé par un départ en retraite. Ces avantages rentrent dans le cadre de régimes non financés.

Le tableau ci-après indique les montants comptabilisés au compte de résultat :

	2006	2005
Coût des services rendus au cours de l'exercice	(3,5)	(3,4)
Effet de toute réduction ou liquidation du régime	0,3	0,3
Total inclus dans le résultat opérationnel	(3,2)	(3,1)
Coût financier	(1,3)	(1,0)

Les variations de l'obligation au titre des régimes à prestations définies au cours de l'exercice sont détaillées ci-dessous :

	2006	2005
Obligation au début de la période	37,0	29,0
Coût des services rendus au cours de l'exercice	3,5	3,4
Coût financier	1,3	1,0
Pertes / (gains) actuariels	3,0	3,5
Différences de conversion	(0,3)	0,4
Prestations servies	(2,3)	(0,4)
Passifs assumés lors d'un regroupement d'entreprises et autres mouvements	0,2	0,4
Réductions et liquidations	(0,3)	(0,3)
Obligation à la fin de la période	42,1	37,0

Les principales hypothèses actuarielles utilisées sont les suivantes :

	2006	2005
Taux d'actualisation	4,3%	4,0%
Taux d'augmentation future des salaires	2,3%	2,3%

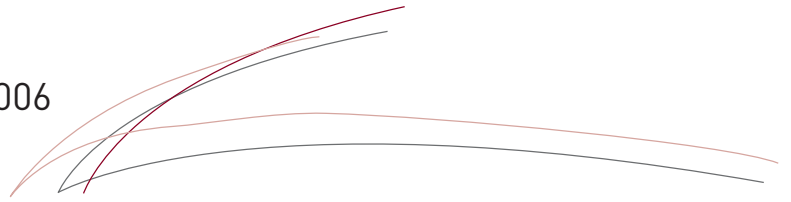
Médailles du travail

Les variations au bilan et les montants comptabilisés au compte de résultat sont les suivants :

	2006	2005
Obligation au début de la période	12,5	9,3
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1,0	1,2
Coût financier	0,4	0,4
Différences de conversion	(0,1)	0,1
Prestations servies	(0,8)	(0,5)
Autres mouvements	(2,5)	2,0
Obligation à la fin de la période	10,5	12,5

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire



Information sur les écarts actuariels

	2006	2005
Montant cumulé des (gains) et pertes comptabilisés en capitaux propres	9,5	7,1
(Gains) et pertes actuariels comptabilisés en capitaux propres dans la période	2,4	7,1
dont:		
(Gains) / Pertes d'expérience	4,6	4,7
(Gains) / Pertes d'hypothèses	(2,2)	3,0
(Gains) / Pertes sur rendement des actifs	-	(0,6)

Régimes à contributions définies

Au titre de ces régimes, les contributions constatées en 2006 s'élèvent à 39,6 millions d'euros (2005 : 36,8 millions d'euros).

NOTE 23 - Provisions pour risques et charges

	Provisions pour litiges sur contrats	Autres provisions pour risques	Total
Provision au 1^{er} janvier 2005	61,4	11,3	72,7
Dotation de la période	4,6	6,0	10,6
Reprise de montants inutilisés de la période	(0,9)	(1,6)	(2,5)
Montants utilisés de la période	(6,4)	(5,5)	(11,9)
Acquisitions de filiales	0,1	0,1	0,2
Effet d'actualisation de la période	0,2	-	0,2
Ecart de change	0,3	0,3	0,6
Provision au 31 décembre 2005	59,3	10,6	69,9
Dotation de la période	3,4	7,6	11,0
Reprise de montants inutilisés de la période	(0,8)	(1,1)	(1,9)
Montants utilisés de la période	(5,3)	(5,6)	(10,9)
Acquisitions de filiales	0,5	0,6	1,1
Effet d'actualisation de la période	0,8	-	0,8
Ecart de change	(0,1)	(0,2)	(0,3)
Provision au 31 décembre 2006	57,8	11,9	69,7

Bureau Veritas et ses filiales, dans le cours normal de leurs activités, sont parties à divers litiges et actions judiciaires visant à mettre en jeu leur responsabilité civile professionnelle en qualité de prestataires de services, dont la majeure partie fait l'objet de couvertures d'assurances spécifiques par activité. L'échéancier de décaissement sur les années futures est incertain car il dépend de l'évolution des procédures judiciaires en cours y compris de recours exercés à la suite de premiers jugements. Le Groupe estime que la majeure partie des montants à décaisser est à plus d'un an.

Passifs éventuels

En l'état des informations connues à ce jour, le Groupe estime qu'il est peu probable que les procédures actuellement en cours puissent avoir un impact défavorable significatif sur les états financiers consolidés.

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire

NOTE 24 - Dettes fournisseurs et autres créiteurs

	2006	2005
Dettes à plus d'un an	-	-
Dettes à moins d'un an	420,0	399,9
Fournisseurs	47,8	52,4
Factures non parvenues	62,1	61,5
Produits constatés d'avance	59,9	57,4
Dettes fiscales et sociales	250,2	228,6
Total	420,0	399,9

Les produits constatés d'avance représentent principalement la facturation des contrats en cours pour la partie des prestations non encore réalisées.

NOTE 25 - Résultats par action

Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

	2006	2005
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	154 062	150 569
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	11 113	11 625
Résultat de base par action (en euros par action)	13,86	12,95

Résultat dilué

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de tous les instruments financiers ayant un effet potentiellement dilutif.

La Société possède deux catégories d'instruments ayant un effet potentiellement dilutif : des options sur actions et des bons de souscription d'actions. Pour les options sur actions, un calcul est effectué afin de déterminer le nombre d'actions qui auraient pu être émises à la juste valeur sur la base de la valeur monétaire des droits de souscription attachés aux options sur actions en circulation. Le nombre d'actions ainsi calculé est comparé au nombre d'actions qui auraient été émises si les options avaient été exercées.

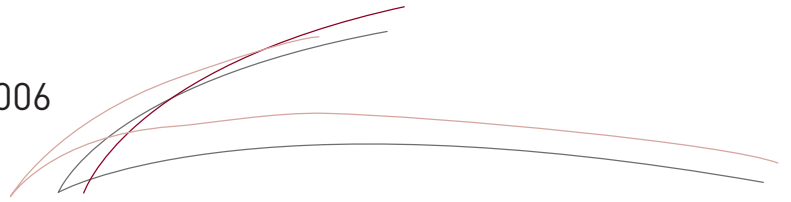
Les 1 200 000 bons de souscription d'actions en circulation (cf. Note 20 sur les paiements en actions) sont des actions ordinaires potentielles dont l'émission est conditionnelle à la survenance d'un événement de liquidité. Les conditions d'exercice de ces BSA, qui donneraient lieu à la remise d'actions ordinaires ne sont pas remplies au 31 décembre 2006 et 2005 et les BSA n'ont donc pas été inclus dans le calcul de résultat dilué.

	2006	2005
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	154 062	150 569
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	11 113	11 625
Ajustements : - options de souscription d'actions (en milliers)	176	176
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat dilué par action (en milliers)	11 289	11 801
Résultat dilué par action (en euros par action)	13,65	12,76

Le 16 février 2007, la société mère Bureau Veritas S.A. a procédé à un rachat de 881 878 de ses propres actions suivi d'une annulation le 5 mars 2007, dans le cadre d'une réduction de capital de 152,6 millions d'euros.

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire



NOTE 26 - Dividendes par action

Aucun dividende n'a été versé en 2006 et en 2005.

NOTE 27 - Engagements donnés

Les engagements donnés par le Groupe incluent principalement les garanties et cautions, ainsi que des engagements au titre des contrats de location simple.

Garanties et cautions données

Le montant et les échéances des garanties et cautions données sont les suivantes :

	Total	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
au 31 décembre 2005	47,7	22,5	7,7	17,5
au 31 décembre 2006	46,1	24,9	13,8	7,4

Les engagements donnés incluent des garanties et cautions de type garanties bancaires et garanties parentales.

- Garanties bancaires : il s'agit notamment de garanties de soumission ("bid bond") et de garanties de bonne exécution ("performance bond"). Les garanties de soumission permettent au bénéficiaire de se prémunir en cas de retrait de l'offre commerciale, de refus de signature de contrat ou de non apport des garanties demandées. Les garanties de bonne exécution garantissent à l'acheteur que Bureau Veritas exécutera comme convenu les obligations contractuelles. Elles sont habituellement émises pour un pourcentage (de l'ordre de 10%) de la valeur du contrat.
- Garanties parentales : elles concernent principalement des garanties accordées par la maison mère à des établissements financiers afin de couvrir les cautions accordées par ces établissements financiers dans le cadre des activités commerciales du Groupe et des garanties de paiement de loyer. Par la délivrance de garanties de paiement de loyers, la société-mère s'engage à verser des loyers au bailleur en cas de défaillance de sa filiale.

Au 31 décembre 2006 et 2005, le Groupe considère que le risque de décaissement relatif à des garanties décrites ci-dessus est faible. Par conséquent, aucune provision n'a été constituée à ce titre.

Locations simples : montants comptabilisés et engagements

Le Groupe loue des bureaux, des laboratoires et des équipements dans le cadre de locations simples résiliables ou non résiliables. Ces contrats ont différentes durées, clauses d'indexation et options de renouvellement.

Les charges de location comptabilisées s'analysent comme suit :

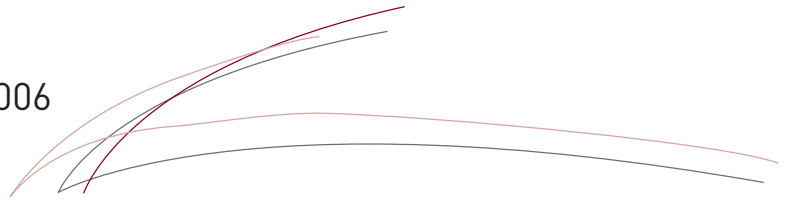
	2006	2005
Charges de location simple	68,9	60,3
dont locations immobilières	55,1	49,7
dont locations d'équipement	13,8	10,6

Le tableau ci-dessous détaille le total des paiements minimaux futurs (hors charges locatives) au titre des contrats immobiliers de location simple non résiliables :

	2006	2005
Paiements minimaux futurs	128,2	130,2
A moins d'un an	34,2	32,8
Entre 1 et 5 ans	74,6	74,5
A plus de 5 ans	19,4	22,9

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire



NOTE 28 - Transactions avec les parties liées

Les transactions entre les filiales du Groupe étant éliminées en consolidation, elles ne sont donc pas incluses dans cette note. Les parties liées sont l'actionnaire principal Wendel Investissement et les dirigeants clés définis comme les membres du Directoire.

Les rémunérations des dirigeants clés versées par le Groupe se décomposent comme suit :

	2006	2005
Salaires	1,2	1,1
Stock-options	0,1	0,2
Total comptabilisé en charges de l'exercice	1,3	1,3

Le nombre de stock-options détenu par les dirigeants clés s'élevait à 50 660 au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2005, à un prix d'exercice moyen de 77,97 euros.

Les parties liées ont également souscrit indirectement à l'émission de bons de souscription d'actions qui figurent dans les capitaux propres au 31 décembre 2006 pour 16,0 millions d'euros.

La société Wendel Investissement a reçu au titre de frais de gestion 2,0 millions d'euros en 2006 et en 2005.

NOTE 29 - Evènements postérieurs à la clôture

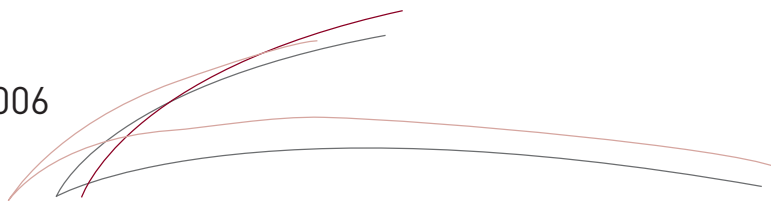
La société mère Bureau Veritas S.A. a procédé à une réduction de capital le 5 mars 2007 par rachat de ses propres actions pour 152,6 millions d'euros. Le rachat a été financé par un tirage additionnel sur le crédit syndiqué (cf. Note 21 – Passifs financiers).

La proposition de résolutions de l'assemblée générale ordinaire du 18 juin 2007 inclut une distribution de dividendes à hauteur de 100 millions d'euros prélevés sur le bénéfice net de l'année 2006.

Le 12 mars 2007, un accord d'offre de rachat de la totalité des actions de CCI Holdings Ltd. (Australie) a été conclu avec le Board du groupe CCI. CCI est un groupe coté australien spécialisé dans les services aux industries minières, pétrolières et d'énergie. La valeur maximale de l'offre de rachat est d'environ 79 millions de dollars australiens.

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire



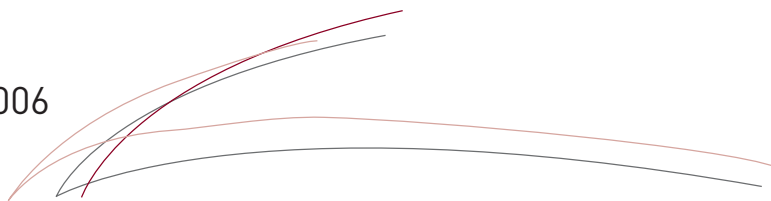
NOTE 30 - Périmètre de consolidation

Sociétés consolidées par intégration globale au 31 décembre 2006

Pays Entreprises	Filiales (F) Succursales (S)	% Contrôle	% Intérêts
Afrique du Sud			
BV sa - Afrique du Sud	S	100	100
BV South Africa	F	100	100
Allemagne			
BV sa - Allemagne	S	100	100
BV Certification Germany	F	100	100
PKB Hambourg	F	100	100
IPM	F	100	100
BV German Holding Gmbh	F	100	100
Bureau Veritas Industry Services	F	100	100
BVCPS Germany	F	100	100
Bureau Veritas Rail	F	100	100
One Tuv	F	67	67
Angola			
BV Angola	F	100	100
Arabie Saoudite			
BV sa - Arabie Saoudite	S	100	100
BV SATS	F	60	60
Argentine			
BIVAC Argentina	F	100	100
BV Argentine	F	100	100
BVQI Argentine	F	100	100
Australie			
BV sa - Australie	S	100	100
Bureau Veritas Australia Pty Ltd	F	100	100
Kilpatrick Pty Ltd	F	100	100
Intico Pty Ltd	F	100	100
IRC	F	100	100
Autriche			
BV sa - Autriche	S	100	100
BV Austria	F	100	100
BVQI Autriche	F	100	100
Azerbaïdjan			
BV Azeri	F	100	100
Bahrein			
BV sa - Bahrein	S	100	100
Bangladesh			
BIVAC Bangladesh	F	100	100
BVCPS Bangladesh	F	96	96
BV Bangladesh Private Ltd	F	100	100
Belarus			
BV Belarus Ltd	F	100	100
Belgique			
BV sa - Belgique	S	100	100
BV Marine Belgium & Luxembourg	F	100	100
BV Certification Belgium	F	100	100
AIBV	F	100	100
Bénin			
BV Bénin	F	100	100
Brésil			
BV do Brasil	F	96,4	96,4
BVQI do Brasil	F	100	100
Tecnitas do Brasil	F	99,99	96,4
Brunei			
BV sa - Brunei	S	100	100
Bulgarie			
BV Varna	F	100	100

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire



Sociétés consolidées par intégration globale au 31 décembre 2006

Pays Entreprises	Filiales (F) Succursales (S)	% Contrôle	% Intérêts
Cameroun			
BV Douala	F	100	100
Canada			
BV Canada	F	100	100
Chili			
BV Chile	F	100	100
BVQI Chile	F	100	100
BV Chile Capacitacion Ltda	F	100	100
Chine			
BV Consulting China	F	100	100
BVCPS Hong Kong	F	100	100
MTL Shanghai	F	60	60
LCIE China	F	100	100
BV sa - Hong Kong	S	100	100
Falide International Quality Assessment	F	100	100
BV Certification Hong Kong	F	100	100
Tecnitas Far East	F	100	100
Bureau Veritas Hong Kong	F	100	100
Colombie			
BV Colombia	F	100	100
BVQI Colombia	F	100	100
Congo			
BV Congo	F	100	100
Bivac Congo	F	100	100
Corée			
BV sa - Corée	S	100	100
BVQI Korea	F	100	100
Côte d'Ivoire			
BV Côte d'Ivoire	F	100	100
Bivac Côte d'Ivoire	F	100	100
Bivac Scan CI	F	100	62
Croatie			
BV Croatia	F	100	100
Cuba			
BV sa - Cuba	S	100	100
Danemark			
BV sa - Danemark	S	100	100
BV Certification Denmark	F	100	100
Egypte			
BV sa - Egypte	S	100	100
BV Egypt	F	90,00	90,00
Emirats Arabes			
BV sa - Abu Dhabi	S	100	100
BV sa - Dubai	S	100	100
Equateur			
BV Ecuador	F	100	100
BVQI Ecuador	F	100	100
Espagne			
BV sa - Espagne	S	100	100
IPM Espagne	F	100	100
BV Espanol	F	99,32	99,32
BV Certification Espagne	F	100	100
Estonie			
BV Estonia	F	100	100
Etats-Unis			
BVHI - USA	F	100	100

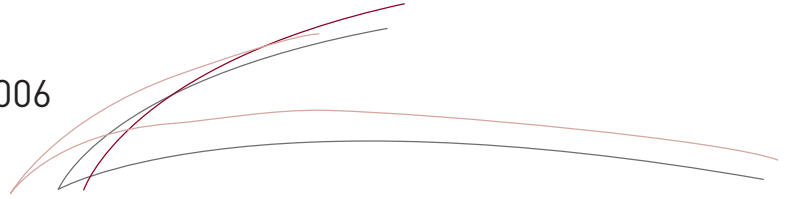
Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire

Pays Entreprises	Filiales (F) Succursales (S)	% Contrôle	% Intérêts	Pays Entreprises	Filiales (F) Succursales (S)	% Contrôle	% Intérêts
BV Certification North America	F	100	100	France			
ISI / UNICON	F	100	100	BV sa - France	S	100	100
BVCPS Inc.	F	100	100	BV International	F	100	100
BV Marine Inc	F	100	100	BV France	F	100	100
Terra Mar	F	100	100	BVCPS France (ex ACTS France)	F	100	100
Testing Engineers San Diego	F	100	100	Bivac International	F	100	100
Unitek Technical Services	F	100	100	BV Monaco	F	99,96	99,96
Testing Engineers Los Angeles	F	100	100	BV Certification France	F	100	100
BTC Laboratories	F	100	100	BV Certification Holding	F	100	100
Earth Consultant Inc	F	100	100	CEP Industrie	F	100	100
US Engineering Laboratories	F	100	100	Sedhyca	F	100	100
US Laboratories Inc	F	100	100	Tecnitas SA	F	100	100
Professional Eng Inspections Co	F	100	100	LCIE France	F	100	100
RW Hunt	F	100	100	Qualité France SA	F	95,02	95,02
Testing Engineers Nevada	F	100	100	Transcable	F	100	100
Bureau Veritas North America	F	100	100	BV sa Mayotte	S	100	100
Berryman & Henigar Enterprises	F	100	100	BV sa Antilles	S	100	100
Berryman & Henigar West California	F	100	100	BV sa La Réunion	S	100	100
Berryman & Henigar East Florida	F	100	100	SSIC00R	F	100	100
Graham Marcus	F	100	100	ECS	F	100	100
Bivac North America	F	100	100	Haztec	F	100	100
One Cis Insurance	F	100	100	Operendi	F	100	100
LP2A	F	100	100	Gabon			
Clayton Engineering	F	100	100	BV Gabon	F	100	100
Curtis Strauss	F	100	100	Ghana			
Natlsco Risk & Safety	F	100	100	BIVAC Ghana	F	100	100
NEIS	F	100	100	Grèce			
Finlande				BV sa - Grèce	S	100	100
BV sa - Finlande	S	100	100	BV Certification Hellas	F	100	100
				Guatemala			
				BVCPS Guatemala	F	100	100
				Guinée			
				BV Guinée	F	100	100

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire

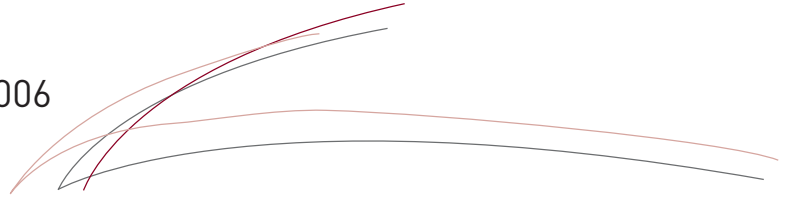


Sociétés consolidées par intégration globale au 31 décembre 2006

Pays Entreprises	Filiales (F) Succursales (S)	% Contrôle	% Intérêts
Guinée Equatoriale			
BV sa Guinée Equatoriale	S	100	100
Hongrie			
BV Hongrie	F	100	100
Inde			
BV sa - Inde	S	100	100
BVIS - India	F	96,9	96,9
BV Certification India	F	100	100
BVCPS India Ltd	F	100	100
Bureau Veritas India	F	100	100
Indonésie			
BV Indonésie	F	100	100
BVCPS Indonésie	F	85	85
Irlande			
BV sa - Irlande	S	100	100
BV Ireland Ltd	F	100	100
Iran			
BV sa - Iran	S	100	100
Italie			
BV Italia	F	100	100
BVQI Italie	F	100	100
Japon			
BV sa - Japon	S	100	100
BV Japan Company Ltd	F	100	100
BVQI Japon	F	100	100
Nihon Testing	F	100	100
Kazakhstan			
BVI Ltd Kazakhstan	S	100	100
Kenya			
BV Kazakhstan Industrial Services LLP	F	60	60
BV Kazakhstan	F	100	100
Koweït			
BV sa - Koweït	S	100	100
Liban			
BV Lebanon	F	100	100
Lettonie			
Bureau Veritas Latvia	F	100	100
Lituanie			
Bureau Veritas Lit	F	100	100
Luxembourg			
Soprefira	F	100	100
BV Luxembourg	F	100	100
Madagascar			
BV Madagascar	F	100	100
Mali			
BV Mali	F	100	100
Malaisie			
BV Malaysia	F	49	49
BVQI Malaysia	F	100	100
Malte			
BV sa - Malte	S	100	100
Maroc			
BV sa - Maroc	S	100	100
BV Certification Maroc	F	100	100
Mauritanie			
BV sa - Mauritanie	S	100	100

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire

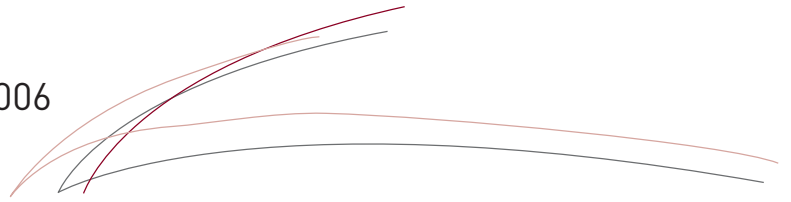


Sociétés consolidées par intégration globale au 31 décembre 2006

Pays Entreprises	Filiales (F) Succursales (S)	% Contrôle	% Intérêts
Roumanie			
BV Romania CTRL	F	100	100
Royaume-Uni			
BV sa – Royaume Uni	S	100	100
BV Certification LTD - UK	F	100	100
BV Certification Holding	S	100	100
TT Neptunus London	F	50	50
BV Inspection UK	F	100	100
BV UK Ltd	F	100	100
Weeks Technical Services	F	100	100
Bureau Veritas Consulting	F	100	100
Bureau Veritas Laboratories Limited	F	100	100
Pavement Technologies Limited	F	75	75
Bureau Veritas Consumer Products Services UK Ltd	F	100	100
LJ Church Ltd	F	100	100
Technicare	F	100	100
Tenpleth UK	F	100	100
Casella consulting ltd	F	100	100
BV HS&E	F	100	100
Winton	F	100	100
Casella Science & Environment	F	100	100
Casella Analytic	F	100	100
BV B&I Ltd	F	100	100
Winton Holding	F	100	100
Merchandise Testing Laboratories Ltd	F	100	100
X Reference Ltd	F	100	100
Bureau Veritas Consumer Products Services Holding UK Ltd	F	100	100
BV UK Holding Ltd	F	100	100
Russie			
BV Rus	F	100	100
Bureau Veritas Certification Rus	F	100	100
Sénégal			
BV - Sénégal	F	100	100
Serbie			
Bureau Veritas D.O.O.	F	100	100
Singapour			
BV sa - Singapour	S	100	100
BVCPS Singapour	F	100	100
BVQI Singapour	F	100	100
Sri Lanka			
BVCPS Lanka	F	100	100
BV Lanka ltd	F	100	100
Slovaquie			
BV Slovakia	F	100	100
BV Certification Slovakia	F	100	100
Slovénie			
BV sa - Slovénie	S	100	100
Bureau Veritas D.O.O.	F	100	100
Suède			
BV sa - Suède	S	100	100
BV Certification Sverige	F	100	100
Suisse			
BV Bivac Switzerland	F	100	100
BV Certification Switzerland	F	100	100
Tahiti			
BV sa - Tahiti	S	100	100

Etats financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2006

En millions d'euros sauf indication contraire

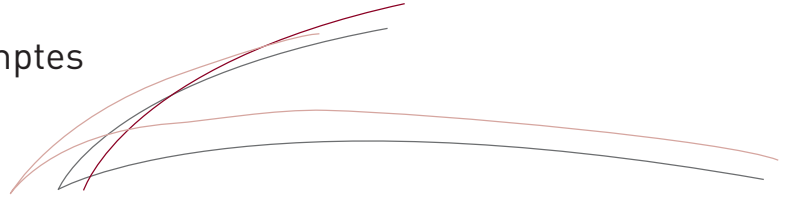


Pays Entreprises	Filiales (F) Succursales (S)	% Contrôle	% Intérêts
Taiwan			
BV sa - Taiwan	S	100	100
BVQI Taiwan	F	100	100
BV Taiwan	F	100	100
Advance Data Technology	F	99,1	99,1
Tchad			
BV Tchad	F	100	100
Thaïlande			
BV Thailand	F	49	49
BV Certification Thailand	F	49	49
BVCPS Thailand	F	100	100
Togo			
BV Togo	F	100	100
Tunisie			
BV sa - Tunisie	S	100	100
BV sa - MST- Tunisie	S	100	100
STCV - Tunisia	F	49,98	49,98
Turquie			
BV Gozetim Hizmetleri	F	100	100
BVCPS Turkey	F	100	100
BVQI Turkey	F	100	100

Pays Entreprises	Filiales (F) Succursales (S)	% Contrôle	% Intérêts
Ukraine			
BV Ukraine	F	100	100
BV Certification Ukraine	F	100	100
Venezuela			
BV Venezuela	F	100	100
BVQI Venezuela	F	100	100
Vietnam			
BV Vietnam	F	100	100
BVQI Vietnam	F	100	100
BV Consumer Product Services Vietnam Ltd	F	100	100

Sociétés consolidées par mise en équivalence au 31 décembre 2006			
Pays Entreprises		% Contrôle	% Intérêts
ATSI - France		49,92	49,92
BV EM & I Ltd Royaume-Uni		50	50
GIE Sécurité Aviation Civile - France		45	45

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés



Aux actionnaires
BUREAU VERITAS SA
17 bis, place des Reflets
92400 Courbevoie

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société BUREAU VERITAS SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

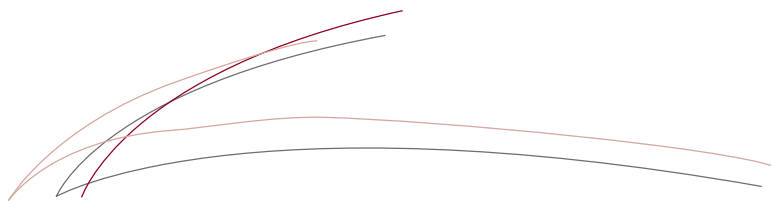
Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la Note 2.2 de l'annexe des comptes consolidés concernant les changements de présentation apportés à l'information comparative de l'exercice 2005.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Changements comptables

La Note 2.2 aux comptes consolidés expose les changements de présentation apportés à l'information comptable comparative de l'exercice 2005. Nous avons examiné l'information donnée à ce titre dans la Note aux comptes consolidés.



Ecart d'acquisition

La société procède, pour chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition, ou lorsqu'apparaissent des indications de perte de valeur, selon les modalités décrites dans les Notes 2.7 et 2.10 de l'annexe aux états financiers. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les Notes donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications spécifiques

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris et à Neuilly, le 1^{er} juin 2007

Les commissaires aux comptes

Bellot Mullenbach & Associés

Thierry Bellot Pascal de Rocquigny
Membres de la Compagnie
Régionale de Paris

PricewaterhouseCoopers Audit

Jean-François Châtel
Membre de la Compagnie
Régionale de Versailles

Comptes sociaux 2006 de Bureau Veritas S.A.

En euros sauf indication contraire

Bilan au 31 décembre

Actif	Notes	Valeurs brutes	Amortissements Dépréciations	Valeurs nettes 2006	Valeurs nettes 2005
Immobilisations incorporelles	1	38 643 226	(13 653 813)	24 989 414	24 034 285
Immobilisations corporelles	1	70 750 352	(46 098 459)	24 651 893	25 998 374
Immobilisations financières	2	942 714 443	(83 148 336)	859 566 107	860 542 036
TOTAL ACTIF IMMOBILISE		1 052 108 022	(142 900 608)	909 207 414	910 574 695
En-cours de production de services		31 065 732	(5 707 112)	25 358 620	24 807 290
Clients et comptes rattachés	4	196 594 745	(4 389 681)	192 205 064	167 803 737
Autres créances	4	132 475 768	(2 432 154)	130 043 614	233 391 857
Valeurs mobilières de placement		176 463	-	176 463	8 232 264
Disponibilités		31 327 631	-	31 327 631	27 225 598
TOTAL ACTIF CIRCULANT		391 640 339	(12 528 947)	379 111 392	461 460 745
COMPTES DE REGULARISATION					
Charges constatées d'avance		8 670 258	-	8 670 258	6 820 013
Ecart de conversion actif		278 381	-	278 381	203 264
TOTAL ACTIF		1 452 697 000	(155 429 555)	1 297 267 445	1 379 058 717
Passif					
Capital				13 010 228	13 973 446
Primes d'émission				28 334 567	22 700 768
Réserves				519 831 178	599 502 677
Résultat				102 807 345	72 575 813
Provisions réglementées				1 426 662	-
TOTAL CAPITAUX PROPRES	3			665 409 980	708 752 703
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	5			114 330 911	102 082 177
DETTES					
Emprunts auprès des établissements de crédit	4			40 038 081	127 709 949
Dettes fournisseurs et comptes rattachés				61 011 954	55 895 324
Autres dettes	4			371 450 934	341 807 668
COMPTES DE REGULARISATION					
Produits constatés d'avance				44 972 931	42 483 638
Ecart de conversion passif				52 654	327 258
TOTAL PASSIF				1 297 267 445	1 379 058 717

Compte de résultat

	Notes	2006	2005
Chiffre d'affaires	8	726 693 054	664 660 930
Autres produits		97 826 342	71 335 361
Total produits d'exploitation		824 519 396	735 996 292
Charges d'exploitation			
Achats de matières premières		(644 224)	(1 100 106)
Autres achats et charges externes		(250 971 797)	(238 945 203)
Impôts et taxes		(23 755 077)	(22 159 862)
Salaires et traitements		(298 070 094)	(272 228 546)
Charges sociales		(118 382 406)	(111 355 450)
Dotation aux amortissements et provisions			
Sur immobilisations : amortissements		(7 646 369)	(9 442 450)
Sur opérations d'exploitation : variation de provisions		(9 093 678)	(3 114 848)
Autres charges		(22 606 244)	(16 685 070)
Résultat d'exploitation		93 349 506	60 964 757
Résultat financier	9	60 804 011	27 548 526
Résultat courant avant impôts		154 153 516	88 513 283
Résultat exceptionnel	10	(29 252 915)	(3 940 484)
Impôts sur les sociétés	11	(22 093 257)	(11 996 986)
Résultat net		102 807 345	72 575 813

Tableau de financement

	2006	2005
Marge brute d'autofinancement	145 391 026	98 991 705
Variation du besoin de fonds de roulement	(6 414 674)	(364 110)
Fonds provenant des opérations	138 976 352	98 627 595
Investissements	(11 665 737)	(13 446 760)
Acquisitions de titres de sociétés	(71 835 264)	(31 177 753)
Cessions de titres de sociétés	52 136 720	-
Cessions d'immobilisations	4 046 628	269 560
Variation des prêts et autres actifs financiers	(57 564)	684 010
Fonds affectés aux investissements	(27 375 217)	(43 670 943)
Augmentation de capital	5 728 142	5 933 632
Emission de BSA	-	15 960 000
Réduction de capital	(1 057 560)	-
Rachat d'actions propres	(151 442 592)	-
Fonds propres	(146 772 010)	21 893 632
Diminution (augmentation) de l'endettement net	(35 170 875)	76 850 284
Diminution (augmentation) de la dette brute	(28 450 856)	80 002 822
Augmentation (diminution) de la trésorerie	(6 720 019)	(3 152 538)
Trésorerie à l'ouverture	33 533 755	36 686 293
Trésorerie à la clôture	26 813 736	33 533 755

Note sur les règles et méthodes comptables

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément au Code du Commerce, au Plan Comptable Général, et aux pratiques comptables généralement admises en France, pour les sociétés non cotées, tels que décrits dans le règlement 99-03.

Les hypothèses retenues pour l'établissement des documents de synthèse sont les suivantes :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables ;
- indépendance des exercices.

La structure de la société est constituée d'un Siège Social et d'un ensemble de succursales situées en France et à l'étranger, qui possèdent une large autonomie financière et de gestion. Chaque établissement est doté d'une comptabilité distincte rattachée à celle du Siège Social, par l'intermédiaire d'un compte de liaison.

Les comptes des succursales étrangères sont convertis suivant la méthode du taux de change de clôture : conversion des éléments actifs et passifs du bilan au taux de change de fin d'année, et du compte de résultat au taux de change moyen de l'exercice. Les écarts de conversion qui en résultent sont inscrits directement en situation nette.

A la clôture de l'exercice 2006, les actifs et les passifs ont été convertis au cours du 31 décembre.

Méthodes d'évaluation

Actif immobilisé

Les valeurs immobilisées sont évaluées à leur coût historique, notamment les immobilisations situées à l'étranger, dont le cours de change de la devise d'achat est celui en vigueur lors de l'acquisition.

Immobilisations incorporelles

Les logiciels créés en interne sont immobilisés selon la méthode préférentielle. Le coût de production immobilisée comprend tous les coûts directement liés à l'analyse, la programmation, les tests et la documentation de logiciels spécifiques à l'activité de Bureau Veritas.

Les logiciels sont amortis sur leur durée probable d'utilisation n'excédant actuellement pas 7 ans.

Immobilisations corporelles

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif, selon les matériels concernés. Les durées sont généralement les suivantes :

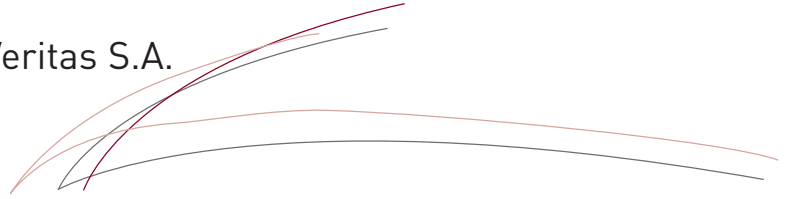
Constructions	20 à 25 ans
Installations techniques, matériels et outillage industriels	
- installations	10 ans
- matériels et outillage	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	
- matériel de transport	4 à 5 ans
- matériel de bureau	5 à 10 ans
- matériel informatique	3 à 5 ans
- mobilier	10 ans

Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits au bilan pour leur prix d'acquisition ou pour leur valeur de souscription.

Les filiales ou les participations sont généralement estimées par rapport à la quote-part de l'actif net comptable, éventuellement modifiée pour tenir compte des éléments de valeur économique non inscrits en comptabilité.

Lorsque la valeur d'usage est inférieure à sa valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.



Actif circulant

Travaux en cours

Les travaux en cours sont valorisés suivant la méthode de l'avancement. Les contrats de courte durée d'une valeur immatérielle restent valorisés suivant la méthode de l'achèvement.

Les travaux en cours font l'objet d'une provision pour dépréciation pour les ramener à la valeur nette de réalisation si cette dernière est inférieure. La provision est calculée affaire par affaire sur la base d'une marge prévisionnelle mise à jour à la clôture de l'exercice. Des pertes à terminaison sont comptabilisées pour les affaires déficitaires.

Créances

Créances clients et comptes rattachés

Des provisions pour dépréciation des créances clients sont constituées pour faire face aux risques d'irrecouvrabilité de certaines d'entre elles. Le calcul des provisions est établi en analysant les risques au cas par cas, sauf dans le cas des nombreuses créances de faible montant où un calcul statistique fondé sur l'expérience de recouvrement s'applique.

Comptes de régularisation

Les "comptes de régularisation actif" comprennent des charges d'exploitation comptabilisées en 2006 qui concernent les exercices ultérieurs ainsi que des opérations en cours de route entre les différents établissements de la société.

Ecart de conversion - actif

Ce poste représente les différences d'évaluation négatives sur nos avoirs, créances et dettes en devises. Il fait l'objet, pour le même montant, d'une provision au passif du bilan.

Passif - réserve d'écart de conversion

La monnaie de fonctionnement de l'établissement étranger autonome est conservée comme unité de

mesure ; il en résulte un coût historique en devises. En conséquence, la méthode du cours de clôture est appliquée à la conversion des comptes des succursales étrangères.

Ainsi :

- les comptes de bilan (à l'exception du compte de liaison) : sont convertis au taux de clôture,
- les comptes de résultat : sont convertis au taux moyen,
- le compte de liaison est maintenu au taux historique.

Engagements de retraites et assimilés

La société Bureau Veritas S.A. a adopté la méthode préférentielle à l'ensemble de ses engagements de retraite et assimilés et reconnaît au bilan l'intégralité de ses engagements. Les écarts actuariels résultant des changements d'hypothèses ou de valorisation des actifs sont comptabilisés en totalité au compte de résultat.

Comptes de régularisation

Ecarts de conversion - passif

Ce compte fait apparaître les différences d'évaluation positives émanant de la conversion aux cours de change de nos avoirs, créances et dettes en devises au 31 décembre.

Produits constatés d'avance

Ce compte représente la facturation des contrats pour la partie qui dépasse le pourcentage d'avancement des travaux (cf. Note sur le chiffre d'affaires ci-dessous).

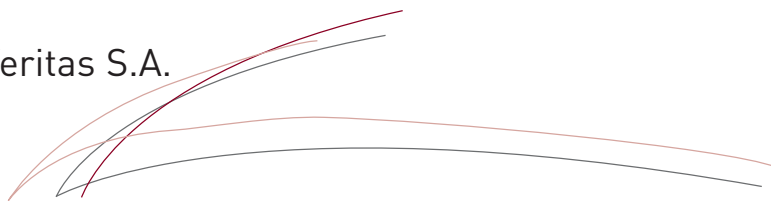
Compte de résultat

Méthode de présentation

Le compte de résultat est présenté en liste. Il se caractérise par le classement des comptes de produits et de charges qui permet de déterminer successivement les résultats : d'exploitation, financier, exceptionnel, avant impôts et net.

Comptes sociaux 2006 de Bureau Veritas S.A.

En euros sauf indication contraire



Chiffre d'affaires et autres produits

Le chiffre d'affaires représente la valeur hors taxes des services rendus par les sociétés intégrées globalement dans le cadre normal de leur activité et après élimination des transactions intragroupe.

Le chiffre d'affaires est constaté suivant la méthode de l'avancement, en prenant en compte la marge en fonction du pourcentage d'avancement des travaux. Pour les contrats de courte durée d'une valeur immatérielle, le chiffre d'affaires est constaté à l'achèvement.

Les autres produits comprennent principalement les redevances et les refacturations de frais aux clients et aux autres entités du Groupe.

Charges d'exploitation et autres produits

Toutes les charges et les autres produits de la société, siège, succursales françaises et étrangères sont regroupés sous cette rubrique, par nature. Ils sont soumis aux règles locales des Etats dans lesquels sont implantées nos succursales ; les dotations aux amortissements ont été calculées suivant les règles habituelles (voir actif immobilisé) les dotations aux provisions comprennent des dotations destinées à couvrir les dépréciations des comptes de nos clients externes et d'autres provisions d'exploitation.

Produits et charges financiers

Sont inscrits dans ce poste :

- les "dotations aux amortissements et aux provisions" représentant des dotations sur titres de participation de certaines de nos filiales ;
- les intérêts payés relatifs aux emprunts, et les intérêts reçus des prêts accordés aux filiales de Bureau Veritas S.A., ainsi que les produits des placements financiers ;
- les différences de change sur emprunts et prêts en devise.

Produits et charges exceptionnels

Les produits exceptionnels sont constitués des recouvrements de créances amorties, des remboursements d'assurances et de ventes d'immobilisations.

Les charges exceptionnelles sont constituées de paiements de pénalités diverses et des valeurs nettes comptables des immobilisations cédées ou mises au rebut.

Intégration fiscale

La société fait partie d'une convention d'intégration fiscale conclue avec Wendel Investissement, sa société mère. Cette convention retient un principe de neutralité de l'effet de l'intégration fiscale.

Consolidation

Bureau Veritas S.A. est la société mère du groupe Bureau Veritas et est la société consolidante de ce groupe.

Note sur les faits marquants de l'exercice

- La société a procédé à une réduction de capital de 881 300 actions soit 152 500 152 euros approuvée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 mai 2006.
- Le parc des ordinateurs individuels de la société pour ses implantations en France a été cédé et fait dorénavant l'objet d'un contrat de location simple. La valeur nette comptable de ce parc était de 3 640 353 euros.

NOTE 1 - Immobilisations

Immobilisations - valeurs brutes

	01/01/2006	Entrées	Sorties	Reclassements et autres mouvements	Ecart de conversion	31/12/2006
Immobilisations incorporelles	36 236 339	2 139 205	(77 763)	368 090	(22 646)	38 643 226
Terrains	17 190	-	-	-	-	17 190
Constructions	261 685	-	-	-	-	261 685
Installations générales	15 242 849	2 324 975	(549 679)	-	(70 017)	16 948 127
Matériel et outillage	17 351 220	1 989 102	(104 802)	77 884	(26 987)	19 286 418
Matériel de transport	2 611 120	653 848	(430 061)	-	(139 278)	2 695 628
Mobilier et matériel de bureau	13 615 015	1 159 496	(510 304)	90 774	(187 558)	14 167 423
Matériel informatique	28 580 111	2 696 255	(14 622 890)	234 738	(217 188)	16 671 026
Immobilisations en cours	74 486	702 855	-	(70 976)	(3 510)	702 855
Immobilisations corporelles	77 753 675	9 526 532	(16 217 736)	332 420	(644 538)	70 750 352
Titres de participations	916 316 661	66 774 337	(76 052 660)	933 283	-	907 971 622
Titres non consolidés	29 386 032	11 207	-	(933 283)	-	28 463 956
Dépôts, cautionnement et créances	6 402 812	1 238 887	(1 181 323)	3 497	(185 007)	6 278 866
Immobilisations financières	952 105 505	68 024 432	(77 233 982)	3 497	(185 007)	942 714 444
TOTAL	1 066 095 519	79 690 169	(93 529 482)	704 006	(852 191)	1 052 108 022

Amortissements et provisions pour dépréciation des valeurs immobilisées

	01/01/2006	Entrées	Sorties	Reclassements et autres mouvements	Ecart de conversion	31/12/2006
Immobilisations incorporelles	(12 202 054)	(1 180 917)	77 763	(365 087)	16 484	(13 653 813)
Terrains	-	-	-	-	-	-
Constructions	(116 325)	(783)	-	-	-	(117 108)
Installations générales	(6 543 542)	(1 459 473)	379 562	730	30 503	(7 592 220)
Matériel et outillage	(11 399 001)	(1 777 409)	99 223	(31 747)	18 251	(13 090 683)
Matériel de transport	(1 853 919)	(390 766)	378 705	-	92 722	(1 773 258)
Mobilier et matériel de bureau	(8 735 470)	(1 025 309)	431 929	(62 281)	114 014	(9 277 117)
Matériel informatique	(23 107 045)	(1 811 701)	10 696 319	(190 896)	165 250	(14 248 073)
Immobilisations en cours	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	(51 755 302)	(6 465 442)	11 985 738	(284 195)	420 740	(46 098 459)
Titres de participations	(91 096 664)	(9 989 545)	18 410 090	-	-	(82 676 118)
Titres non consolidés	(466 805)	(5 413)	-	-	-	(472 218)
Dépôts, cautionnement et créances	-	-	-	-	-	-
Immobilisations financières	(91 563 468)	(9 994 958)	18 410 090	-	-	(83 148 336)
TOTAL	(155 520 824)	(17 641 317)	30 473 590	(649 281)	437 223	(142 900 608)

En 2006, le parc des ordinateurs individuels de la société pour ses implantations en France a été cédé et fait dorénavant l'objet d'un contrat de location simple. La valeur nette comptable de ce parc était de 3 640 353 euros.

Comptes sociaux 2006 de Bureau Veritas S.A.

En euros sauf indication contraire

NOTE 2 - Titres des filiales et participations

A - Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital de la société astreinte à la publication

Société	Capital en devise	Réserves en devise	Quote part de capital détenu	Brut
FILIALES				
BVCPS HK	1 000 000 HKD	1 021 561 700	100%	164 939 755
BVHI - USA	500 USD	55 636 789	100%	74 345 530
BV France	14 796 758 EUR	59 663 431	100%	73 971 390
BV CPS Singapore	100 000 SGD	695 886	100%	13 407 845
BV D.O.O. - Slovenia	29 234 000 SIT	506 729 752	100%	3 336 240
KW2 MI BV	45 378 EUR	3 562 304	100%	3 000 000
BV Côte d'Ivoire	1 482 140 000 XOF	188 659 191	100%	2 259 518
ECS	262 000 EUR	704 383	100%	1 968 000
BV Gabon	919 280 000 XAF	(321 153 578)	100%	1 376 417
BV Sénégal	840 400 000 XOF	70 217 764	100%	1 281 184
BV Rep Czeck	5 482 000 CZK	16 234 158	100%	1 169 595
BV Consulting Shangai	6 672 552 CNY	12 198 828	100%	866 762
BV CPS R Domican	849 000 DOP	4 800 077	100%	844 333
BV Venezuela	389 400 000 VEB	1 141 272 998	100%	781 845
CPV D.O.O.	- SIT	3 042 862	100%	750 000
BV Austria	35 000 EUR	703 690	100%	700 000
BV Cameroun	431 050 000 XAF	(112 331 049)	100%	657 137
BV Japan Company Ltd	77 850 000 JPY	5 063 074	100%	630 575
Operendi SAS	38 400 EUR	150 322	100%	465 678
BV Slovakia	12 537 000 SKK	(5 616 667)	100%	326 435
BV Vietnam	4 024 900 VND	1 286 547	100%	273 189
BV Bivac Suisse	200 000 CHF	100 170	100%	198 184
BV Poland	247 500 PLN	3 511 961	100%	151 584
BV Mali	10 000 000 XAF	87 397 598	100%	149 460
BV Consumer Product Services Vietnam Ltd	2 387 550 VND	-	100%	126 726
BV CPS Thailand	4 000 000 THB	1 614 791	99,99%	168 858
BV International	94 411 264 EUR	393 028 102	99,99%	534 993 288
BV CPS India Ltd	10 844 290 INR	53 630 473	99,99%	4 652 103
BV Chili	665 119 943 CLP	149 215 182	99,98%	1 109 456
Soprefira	1 262 250 EUR	10 421 869	99,98%	1 262 098
BV Mexicana	789 230 MXN	5 686 322	99,96%	336 640
BV Colombie	1 542 236 000 COP	1 410 595 953	99,96%	808 529
BV CPS Turkey (MTL)	975 424 TRY	(1 013 038)	99,90%	641 754
BV Liban	752 000 000 LBP	193 412 518	99,84%	446 195
BV Argentine	3 200 000 ARS	1 593 555	98,00%	3 426 063
BV CPS Bangladesh	10 000 BDT	52 809 990	98,00%	675 466
BV - India - Pvt Ltd	1 933 470 INR	35 736 682	96,90%	219 392
BV do Brasil	1 042 284 BRL	7 646 076	96,40%	840 630
BV Turquie	2 240 822 TRY	2 573 580	94,16%	184 966
BV CPS Indonesia (anciennement MTL)	2 665 000 IDR	25 468	85,00%	1 901 173
BV Nigeria	40 000 000 NGN	270 153 697	60,00%	506 725
BV Sats - Saoudi Arabia	2 000 000 SAR	(1 942 356)	60,00%	265 595
STCV - Tunisia	1 200 000 TND	809 498	49,86%	229 687
PARTICIPATIONS (10% à 50% DU CAPITAL DETENUS PAR LA SOCIÉTÉ)				
Merchandise Testing Laboratories Ltd	100 GBP	282 865	40,00%	453 484
One TUEV BV	54 000 EUR	147 767	33,33%	142 977
ECA	- EUR	-	42,92%	28 100 210
Veritas Sem	- DZD	-	22,00%	246 173

Provision	Net	Prêts et avances consentis Filiales conso & NC	Montant des cautions et avals fournis par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice la société	Bénéfice net ou perte du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Taux moyen des devises 2006	
(30 864 622)	134 075 132	5 364 918	-	7 845 274	8 511 235	7 118 976	0,1025	HKD
(31 251 921)	43 093 608	13 091 440	-	-	322 620	-	0,7964	USD
-	73 971 390	-	-	-	(7 420 232)	6 658 541	1,0000	EUR
(10 629 894)	2 777 951	-	-	7 319 804	2 383 987	2 616 869	0,5015	SGD
(126 913)	3 209 327	305 910	427 920	5 030 241	41 474	745 487	0,0042	SIT
-	3 000 000	10 430 985	-	4 363 261	(10 633)	-	1,0000	EUR
-	2 259 518	-	54 376	4 584 861	682 693	531 996	0,0015	XOF
-	1 968 000	-	-	1 505 079	155 232	-	1,0000	EUR
-	1 376 417	-	-	1 958 329	623 340	-	0,0015	XAF
(64 053)	1 217 131	-	-	2 081 995	(171 105)	203 957	0,0015	XOF
(115 823)	1 053 772	105 669	-	4 034 945	263 662	77 445	0,0353	CZK
-	866 762	-	16 635	14 861 891	3 591 149	2 564 931	0,0999	CNY
(563 832)	280 501	-	-	493 267	151 757	176 483	0,0242	DOP
(150 184)	631 661	-	-	2 643 117	89 652	-	0,0004	VEB
-	750 000	-	-	175 036	(12 698)	-	0,0042	SIT
(115 609)	584 391	365 834	5 143	245 884	(154 299)	-	1,0000	EUR
(123 499)	533 638	-	-	473 644	47 751	-	0,0015	XAF
-	630 575	2 108 620	-	10 677 957	175 354	-	0,0068	JPY
-	465 678	-	-	2 500	236 257	-	1,0000	EUR
(146 108)	180 327	-	-	402 707	(20 641)	-	0,0269	SKK
-	273 189	-	-	2 692 164	726 662	590 569	0,0498	VND
(7 184)	191 000	-	15 558	804 780	4 199	155 919	0,6358	CHF
-	151 584	-	56 733	6 219 060	1 062 590	1 382 511	0,2567	PLN
-	149 460	-	-	39 083	119 422	18 440	0,0015	XAF
-	126 726	-	-	795 931	194 297	-	0,0498	VND
-	168 858	32 198	-	712 206	70 798	118 337	0,0210	THB
-	534 993 288	12 475 758	-	-	(4 665 459)	-	1,0000	EUR
(1 084 796)	3 567 307	-	2 580	5 537 318	1 382 801	872 347	0,0176	INR
-	1 109 456	-	269 409	4 430 768	473 528	207 691	0,0015	CLP
-	1 262 098	-	-	-	3 125 129	-	1,0000	EUR
(175 708)	160 933	1 746 689	1 301 353	8 607 859	(291 179)	-	0,0730	MXN
-	808 529	-	-	3 022 539	179 981	9 395	0,0003	COP
(96 746)	545 008	-	-	2 055 898	376 535	-	0,5528	TRY
-	446 195	-	337 048	1 122 490	222 609	258 482	0,0005	LBP
(1 583 740)	1 842 323	-	505 214	7 540 544	700 612	555 862	0,2576	ARS
-	675 466	-	-	3 278 723	1 687 959	1 318 566	0,0116	BDT
-	219 392	-	62 950	4 099 061	(57 147)	330 335	0,0176	INR
-	840 630	-	712 924	40 415 688	2 863 673	2 541 556	0,3664	BRL
-	184 966	-	138 306	17 138 078	3 771 818	1 675 651	0,5528	TRY
(521 449)	1 379 725	-	-	2 193 783	574 526	-	0,0869	IDR
-	506 725	-	-	2 730 396	99 166	-	0,0062	NGN
-	265 595	5 970 319	71 951	-	(1 045 397)	-	0,2122	SAR
-	229 687	-	21 071	2 241 219	285 755	95 634	0,5989	TND
(67 057)	386 427	-	-	430 507	(34 965)	-	1,4669	GBP
(120 142)	22 835	-	-	-	-	35 000	1,0000	EUR
-	28 100 210	-	-	-	-	1 287 510	1,0000	EUR
(246 173)	0	-	-	-	-	-	-	DZD

Comptes sociaux 2006 de Bureau Veritas S.A.

En euros sauf indication contraire

NOTE 2 - Titres des filiales et participations

B - Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations

Société	Capital en devise		Réserves en devise	Quote part de capital détenu	Brut
FILIALES					
Rinave Registro Internationale Naval (Portugal)	250 000	EUR	235 687	100%	1 577 964
BV CPS France	39 612	EUR	1 528	100%	1 057 591
QA Testing centre Ltd	-	HKD	-	100%	870 164
BV Guinée	703 270 000	GNF	(832 331 482)	100%	762 956
BV Latvia	62 292	LVL	(2 144)	100%	111 156
BV Congo	69 980 000	XAF	526 053 991	100%	106 698
BV Magyarorszag	8 600 000	HUF	59 662 009	100%	91 774
IPM Espagne	60 500	EUR	34 982	100%	60 500
BV Azeri	73 770	AZM	60 994	100%	60 431
BV Kazakhstan	11 100 000	KZT	63 413 339	100%	59 009
BV Ecuador	1 800	USD	134 441	100%	54 584
BV Consulting India	500 000	INR	(4 779 804)	100%	49 270
BV Russia	465 000	RUB	1 529 939	100%	47 322
BV Panama	50 000	PAB	317 419	100%	46 954
BV Varna	85 000	BGN	149 581	100%	45 354
BV Lithuania	150 000	LTN	377 071	100%	30 490
BV Romania CTRL	47 836	RON	1 465 294	100%	27 898
BV Inspection (Malaisie)	-	MYR	-	100%	22 723
Tecnitas Danemark	-	DKK	-	100%	16 761
BV Tchad	10 000 000	XAF	(128 044 232)	100%	15 245
BV Estonia	233 000	EEK	151 344	100%	15 245
BV Nouvelle Zélande	1 000	NZD	(431 229)	100%	7 719
BV Croatia	54 000	HRK	1 742 315	100%	7 622
Bureau Veritas d.o.o - 353 - Serbie	314 900	CSD	5 983 337	100%	3 806
BV Togo	1 000 000	XOF	(154 155 896)	100%	1 525
BV Benin	1 000 000	XOF	28 172 692	100%	1 524
BV Bangladesh Private Ltd	5 500 000	BDT	2 272 913	99,99%	87 724
BV Lanka Ltd	5 000 000	LKR	4 045 730	99,99%	46 685
BV Monaco	150 000	EUR	42 126	99,94%	79 211
BV Marine Belgium & Luxembourg N.V	61 500	EUR	(1 824)	99,92%	61 450
BV Luxembourg	31 000	EUR	35 951	99,90%	30 969
BV Kenya	2 000 000	KES	7 203 093	99,90%	18 658
BV CPS Mexico	6 100 000	MXN	2 881 996	99,34%	67 547
BV Espanol	110 000	EUR	402 494	99,32%	746 277
BV Peru	237 166	PEN	341 207	99,05%	63 823
BV Ukraine	45 048	UAH	359 857	99,00%	21 190
BV Indonesia	942 758	IDR	1 118 893	99,00%	100 339
BV Angola	1 980 000	AOA	60 219 276	99,00%	72 528
BV BEL Ltd	43 060 000	BYR	26 876 283	99,00%	15 306
BV Bolivie	-	BOB	-	99,00%	1 687
BV Chile Capacitacion Ltda - Chile	953 700	CLP	20 028	99,00%	1 395
BV Madagascar	14 800 000	MGA	(24 957 196)	98,65%	30 078
BV Egypte	100 000	EGP	12 642 084	90,00%	21 836
BV Italia	775 806	EUR	(9 055 863)	67,02%	9 451
PARTICIPATIONS (10% à 50% DU CAPITAL DETENUS PAR LA SOCIÉTÉ)					
ATSI - France	80 000	EUR	515 185	49,92%	38 051
BV Thaïlande	4 000 000	THB	7 017 165	49,00%	63 047
BV Malaisie	200 000	MYR	11 933 842	39,00%	17 921
Bivac International	5 336 720	EUR	3 513 611	0,01%	152
Antigone	-	EUR	-	49,49%	15 687
Securas	-	TND	-	17,33%	16 723
Testing	-	LIT	-	9,00%	1 267
Somacep	-	DHS	-	8,25%	3 763
Italtest	-	EUR	-	-	46 288
Laboratoires de travaux publics en Polynésie	-	SPF	-	-	4 190
Alm Evreux Basket	-	EUR	-	-	76
Cicopim	-	EUR	-	-	2
Forum du Val de Loire	-	EUR	-	-	1 524
SA d'HLM	-	EUR	-	-	457
Sacogil	-	EUR	-	-	1 524
Sepac	-	EUR	-	-	5 336
Sersid	-	EUR	-	-	2 287
TOTAL					936 435 578

Provision	Net	Prêts et avances consentis Filiales conso & NC	Montant des cautions et avals fournis par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Bénéfice net ou perte du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Taux moyen des devises 2006	
(1 483 006)	94 958	1 728 470	15 186	900 217	(390 729)	-	1,0000	EUR
(1 057 591)	0	674 095	-	2 196 308	(334 748)	-	1,0000	EUR
(870 164)	0	-	-	-	-	-	0,1025	HKD
(762 956)	0	27 021	-	138 751	(15 086)	-	0,0002	GNF
-	111 156	-	-	1 365 020	176 095	107 341	1,4363	LVL
-	106 698	-	-	3 366 292	1 226 586	-	0,0015	XAF
-	91 774	-	-	1 224 384	82 389	-	0,0038	HUF
-	60 500	-	5 452	1 179 312	125 665	-	1,0000	EUR
(12 423)	48 008	-	-	509 898	(68 802)	-	0,0002	AZM
-	59 009	-	-	3 633 778	(135 863)	-	0,0063	KZT
-	54 584	-	30 772	1 710 556	28 229	96 061	0,7964	USD
-	49 270	-	172 675	2 556 083	906 229	251 889	0,0176	INR
-	47 322	-	-	7 757 796	719 470	575 108	0,0293	RUB
-	46 954	-	-	630 894	180 795	121 935	0,7964	PAB
-	45 354	-	4 878	1 469 502	280 366	286 328	0,5113	BGN
-	30 490	-	-	2 379 046	275 927	217 215	0,2896	LTL
-	27 898	-	-	2 756 100	781 405	1 000 000	0,2836	RON
-	22 723	-	-	-	-	-	0,2172	MYR
(16 761)	0	-	-	-	-	-	0,1341	DKK
(15 245)	0	245 187	-	(9 940)	(79 951)	-	0,0015	XAF
-	15 245	-	-	1 155 529	175 498	169 110	0,0639	EEK
(7 719)	0	662 715	-	1 914 726	(26 248)	-	0,5162	NZD
-	7 622	-	10 065	2 827 000	477 485	382 539	0,1365	HRK
-	3 806	-	-	243 308	73 635	-	0,0118	CSD
(1 525)	0	248 042	-	-	(15 575)	-	0,0015	XOF
-	1 524	60 681	-	327 213	75 156	31 242	0,0015	XOF
-	87 724	-	3 233	290 706	36 776	6 553	0,0116	BDT
-	46 685	-	-	86 933	14 848	-	0,0077	LKR
-	79 211	-	-	558 335	26 522	42 500	1,0000	EUR
-	61 450	41 813	-	3 483 609	745 473	-	1,0000	EUR
-	30 969	42 976	13 944	960 865	146 180	-	1,0000	EUR
-	18 658	115 708	3 293	955 956	108 450	296 293	0,0110	KES
-	67 547	-	-	1 531 719	186 005	89 453	0,0730	MXN
(746 277)	0	1 955 953	1 633 616	39 270 309	(1 690 815)	-	1,0000	EUR
-	63 823	-	65 822	2 530 526	303 659	324 063	0,2433	PEN
-	21 190	-	-	4 140 971	296 038	271 240	0,1578	UAH
-	100 339	771 754	-	2 960 988	126 208	-	0,0869	IDR
-	72 528	60 916	-	6 031 259	456 845	-	0,0099	AOA
-	15 306	-	-	115 302	12 074	-	0,0004	BYR
-	1 687	-	-	-	-	-	0,0995	BOB
-	1 395	-	-	401 483	126 873	-	0,0015	CLP
(30 078)	0	-	-	3 311	(17 400)	45 190	0,0004	MGA
-	21 836	-	31 501	2 353 130	464 266	-	0,1386	EGP
-	9 451	793 099	224 354	29 043 135	373 748	-	1,0000	EUR
-	38 051	-	-	3 319 113	82 901	29 952	1,0000	EUR
-	63 047	-	-	4 000 535	600 325	437 885	0,0210	THB
-	17 921	-	7 943	4 943 530	665 855	-	0,2172	MYR
-	152	-	-	-	29 576 577	226	1,0000	EUR
(15 687)	0	-	-	-	-	-	1,0000	EUR
(16 723)	0	-	-	-	-	43 763	0,5989	TND
(1 267)	0	-	-	-	-	-	-	LIT
(3 763)	0	-	-	-	-	-	-	DHS
(46 288)	0	-	-	-	-	-	1,0000	EUR
-	4 190	-	-	-	-	598	-	SPF
(76)	0	-	-	-	-	-	1,0000	EUR
(2)	0	-	-	-	-	-	1,0000	EUR
(1 524)	0	-	-	-	-	-	1,0000	EUR
-	457	-	-	-	-	-	1,0000	EUR
(1 524)	0	-	-	-	-	-	1,0000	EUR
-	5 336	-	-	-	-	-	1,0000	EUR
(2 287)	0	-	-	-	-	-	1,0000	EUR
(83 148 337)	853 287 241	59 426 770	6 221 904	332 021 375	58 473 804	36 974 976		

Comptes sociaux 2006 de Bureau Veritas S.A.

En euros sauf indication contraire

NOTE 3 - Capitaux propres

Capital

Au 31 décembre 2006, le capital social est composé de 10 841 857 actions au nominal de 1,20 euros.

Le capital a évolué de la manière suivante :

En nombre d'actions	2006	2005
Au début de l'exercice	11 644 538	11 516 403
Augmentation de capital (Suite levées d'options)	78 619	128 135
Diminution de capital (Suite rachat d'actions)	(881 300)	-
A la fin de l'exercice	10 841 857	11 644 538

La prime d'émission correspondante aux levées d'options a été de 5 633 799 Euros.

Mouvements des capitaux propres en 2006

Capital au 1 ^{er} janvier 2006	13 973 446
Réduction de capital (A.G.E. du 2 mai 2006)	(1 057 560)
Capital sur levée d'option	94 343
Capital au 31 décembre 2006	13 010 228
Primes d'émission au 1 ^{er} janvier 2006	22 700 768
Prime d'émission sur levée d'option	5 633 799
Primes d'émission au 31 décembre 2006	28 334 567
Réserves au 1 ^{er} janvier 2006	599 502 677
Report à nouveau (résultat 2005)	72 575 813
Ecart de conversion	(804 721)
Rachat par Bureau Veritas S.A. de ses propres actions (A.G.E. du 2 mai 2006)	(151 442 592)
Réserves au 31 décembre 2006	519 831 178
Résultat 2006	102 807 345
Provisions réglementées 2006 (amortissements dérogatoires)	1 426 662
Total des capitaux propres au 31 décembre 2006	665 409 980

La Société a émis le 22 août 2005 : 1 200 000 bons de souscription d'actions de 13,30 euros chacun pour un total de 15 960 000 euros libérés intégralement en numéraire à la souscription et présentés en prime d'émission. Aucun mouvement n'est intervenu en 2006.

NOTE 4 - État des créances et des dettes

État des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Valeurs mobilières	176 463	176 463	-
Dépôts, cautionnements et autres créances immobilisées	6 278 865	-	6 278 865
Créances clients	196 594 745	196 594 745	-
Personnel et comptes rattachés	(854 034)	(854 034)	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 070 098	1 070 098	-
Impôts sur les bénéfices	16 942 113	16 942 113	-
Autres impôts, taxes et versements assimilés	7 124 567	7 124 567	-
Opérations faites en commun et en GIE	2 762 231	2 762 231	-
Groupe et associés	104 629 727	104 629 727	-
Débiteurs divers	801 068	801 068	-
Charges constatées d'avance	8 670 258	8 670 258	-
Total créances	344 196 101	337 917 236	6 278 865

Comptes sociaux 2006 de Bureau Veritas S.A.

En euros sauf indication contraire

État des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	39 749 474	7 311 650	32 437 824
Emprunts et dettes financières diverses	288 607	277 978	10 629
Fournisseurs et comptes rattachés	61 010 521	61 010 521	-
Personnel et comptes rattachés	88 477 917	88 477 917	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	22 447 060	22 447 060	-
Taxe sur la valeur ajoutée	36 343 966	36 343 966	-
Autres impôts, taxes et versements assimilés	24 542 104	24 542 104	-
Groupe et associés	194 059 958	194 059 958	-
Autres dettes	5 581 362	5 581 362	-
Produits constatés d'avance	44 972 931	44 972 931	-
Total dettes	517 473 899	485 025 446	32 448 453

Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à plus d'un an comprennent 9 287 191 euros à une échéance de plus de cinq ans.

NOTE 5 - Provisions

Provisions pour dépréciation d'actifs	2006	2005
Sur immobilisations financières	83 148 336	91 563 468
Sur stocks et travaux en cours	5 707 112	5 195 140
Sur créances clients	4 389 681	7 052 660
Sur autres créances	2 432 154	2 253 499
Provisions pour dépréciation d'actifs	95 677 284	106 064 767

Provisions pour risques et charges	2006	2005
Retraites et assimilés	70 534 479	55 175 800
Litiges sur contrats	34 145 523	35 808 712
Autres risques	7 728 673	9 054 851
Pertes à terminaison	1 922 237	2 042 813
Provisions pour risques et charges	114 330 911	102 082 177

Provisions réglementées inscrites au passif du bilan	2006	2005
Provisions réglementées	1 426 662	-

Les provisions réglementées sont constituées d'amortissements dérogatoires constatés sur les coûts de logiciels immobilisés en 2006.

Tableau des mouvements de l'exercice	2006	2005
Provision au 1^{er} janvier	102 082 177	94 795 721
Dotations de la période	27 922 100	16 966 300
Reprise pour utilisation	(16 356 052)	(10 553 891)
Autres mouvements	682 688	874 047
Provision au 31 décembre	114 330 911	102 082 177

NOTE 6 - Engagements donnés

Engagements donnés	512 771 991
Cautions et garanties bancaires sur marchés	9 603 228
Cautions et garanties bancaires diverses	5 484 492
Cautions parentales	25 257 980
Cautions solidaire sur emprunt groupe avec Royal Bank of Scotland	472 426 291

NOTE 7 - Opérations de crédit-bail

	Installations et équipements	Autres	Total
Valeurs d'origine	180 930	13 190	194 120
Amortissements : Cumul exercices antérieurs	111 393	12 003	123 395
Amortissements : dotation de l'exercice	41 287	1 188	42 475
Amortissements cumulés à date	152 680	13 190	165 870
Redevances payées : Cumul exercices antérieurs	154 125	6 928	161 053
Redevances payées : dotation de l'exercice	62 036	2 007	64 043
Total des redevances payées	216 161	8 934	225 096
Redevances restant à payer : à moins d'un an	7 813	446	8 258
Redevances restant à payer : de un à cinq ans	-	-	-
Redevances restant à payer : à plus de cinq ans	-	-	-
Total des redevances à payer	7 813	446	8 258
Valeur résiduelle	897	-	-

NOTE 8 - Analyse sectorielle et géographique du chiffre d'affaires (en milliers d'euros)

	2006	2005
Analyse sectorielle		
Marine	147 576	135 640
Industrie	74 422	63 104
Inspection, vérification en service	190 668	176 108
Hygiène Sécurité & Environnement	67 332	61 110
Construction	204 046	184 947
Certification	12 482	10 610
Biens de consommation	105	1
Services aux gouvernements et commerce international	30 062	33 141
Total	726 693	664 661
Analyse géographique		
France	554 848	504 159
Europe hors France	81 366	74 846
Amériques	404	425
Asie Pacifique et Moyen-Orient	79 831	75 328
Afrique	10 244	9 903
Total	726 693	664 661

NOTE 9 - Résultat financier

	2006	2005
Produits financiers		
Produits de participation	62 603 977	47 615 083
Produits d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	9 324 186	6 723 513
Autres intérêts et produits assimilés	1 276 212	218 661
Reprises sur provisions	19 681 776	7 026 100
Différences positives de change	22 950 859	19 954 812
Total	115 837 010	81 538 169
Charges financières		
Dotations aux provisions	(11 445 033)	(16 982 231)
Intérêts et charges assimilés	(18 987 904)	(11 643 393)
Différences négatives de change	(24 600 062)	(25 364 018)
Total	(55 032 999)	(53 989 643)
Résultat financier	60 804 011	27 548 526

NOTE 10 - Résultat exceptionnel

	2006	2005
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	111 570	224 660
Sur opérations de capital	119 285 832	269 558
Reprises sur provisions	3 791 677	1 551 551
Total	123 189 079	2 045 770
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	(7 547)	(29 900)
Sur opérations de capital	(148 436 862)	(896 930)
Dotations aux provisions	(3 997 585)	(5 059 425)
Total	(152 441 994)	(5 986 255)
Résultat exceptionnel	(29 252 915)	(3 940 484)

NOTE 11 - Impôts sur les sociétés

Ventilation de l'impôt courant et exceptionnel	2006		2005	
	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	154 153 516	(26 210 789)	88 513 283	(12 145 158)
Résultat exceptionnel	(29 252 915)	4 117 532	(3 940 484)	148 172

La situation fiscale latente au 31 décembre se présente comme suit :

	2006	2005
Impôt différé - Actif	37 149 181	39 678 225
Impôt différé - Passif	(959 397)	(1 878 664)
Actif d'impôt différé - Net	36 189 783	37 799 562

En 2005 et 2006 l'actif d'impôt différé est constitué essentiellement des impôts différés sur les provisions retraites et les provisions litiges sur contrats.

En 2005, le passif d'impôt différé est constitué principalement des impôts différés sur la cession d'un fonds de commerce par la succursale japonaise à une société du Groupe Bureau Veritas.

NOTE 12 - Rémunérations allouées aux membres des organes de la direction de la société (en millions d'euros)

	2006	2005
Rémunération	4,5	4,2

Cette rémunération inclut celle des membres et organes de Direction (Conseil de Surveillance et Comité Exécutif) au titre de leurs différentes activités au sein de la Société, ainsi que les jetons de présence et les rémunérations pour missions autorisées par le Conseil de Surveillance.

NOTE 13 - Effectif

	2006	2005
Effectif	7 641	7 351

NOTE 14 - Information sur les entreprises liées

Bureau Veritas S.A. est la société mère consolidante du groupe Bureau Veritas. A ce titre, les dettes, les créances, les charges et les produits financiers avec les autres sociétés du Groupe se présentent comme suit :

	2006	2005
ACTIF		
Clients et comptes rattachés	26 628 716	19 550 601
Autres créances	611 603	211 190
Prêts	104 629 727	211 477 199
PASSIF		
Emprunts	193 949 585	188 635 211
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 913 039	10 131 461
Autres dettes	247 547	250 000
COMPTE DE RÉSULTAT		
Produits financiers	68 953 748	52 413 777
Charges financières	(6 657 664)	(4 574 543)
Résultat exceptionnel	(28 965 659)	-

Rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes annuels



Aux actionnaires
BUREAU VERITAS SA
17 bis, place des Reflets
92400 Courbevoie

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société BUREAU VERITAS S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

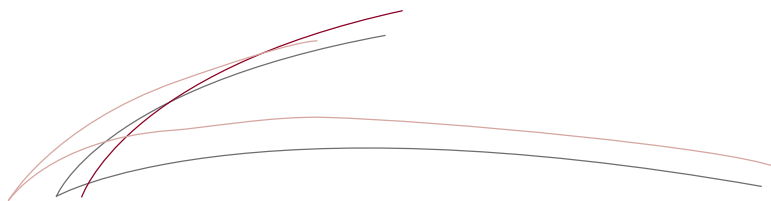
Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

2. Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La Note "immobilisations financières" de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux titres de participation. Celle intitulée "travaux en cours" expose les règles et méthodes relatives aux travaux en cours. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables indiquées ci-dessus et des informations



fournies dans les Notes de l'annexe, et nous nous sommes assurés de leur correcte application. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels ;
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Paris et à Neuilly, le 1^{er} juin 2007

Les commissaires aux comptes

Bellot Mullenbach & Associés

Thierry Bellot Pascal de Rocquigny
Membres de la Compagnie
Régionale de Paris

PricewaterhouseCoopers Audit

Jean-François Châtel
Membre de la Compagnie
Régionale de Versailles

Bureau Veritas

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 11 951 974,80 euros
RCS Nanterre B 775 690 621
Siège social : 17 bis, place des Reflets
La Défense 2 – 92400 Courbevoie – France

Adresse postale

92077 Paris La Défense Cedex – France

Site Internet

www.bureauveritas.com

Relations Investisseurs

Tél : +33 (0)1 42 91 54 77
Fax : +33 (0)1 42 91 54 88

Direction de la Communication

Tél : +33 (0)1 42 91 52 91
Fax : +33 (0)1 42 91 52 92

Conception et réalisation

Ogilvy Action – RCS B 404 735 201

Juin 2007



BUREAU
VERITAS

Siège social : 92077 Paris La Défense Cedex – France
Tél : +33 (0)1 42 91 52 91 - Fax : +33 (0)1 42 91 52 92 - www.bureauveritas.com